COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Pour diffusion immédiate

COGECO présente de solides résultats financiers pour le troisième trimestre de l'exercice 2014

- ***Hausses respectives de 5,5 % et 18,3 % du BAIIA ajusté[(1)] par rapport au troisième trimestre et aux neufs premiers mois de l'exercice précédent;***

- ***Dividende trimestriel de 0,22 $ par action, une hausse de 15,8 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.***

Montréal, le 9 juillet 2014 – COGECO inc. (TSX : CGO) (« COGECO » ou la « Société ») a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le troisième trimestre de l'exercice 2014 clos le 31 mai 2014, conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2014 :

- Au troisième trimestre, les produits ont augmenté de 31,6 millions $, ou 6,3 %, pour atteindre 536,1 millions $, stimulés essentiellement par la croissance du secteur de la câblodistribution découlant de la croissance interne de tous nos secteurs opérationnels ainsi que des taux de change favorables en ce qui concerne nos établissements à l'étranger. Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2014, les produits ont atteint près de 1,6 milliard $, ce qui représente une hausse de 242,0 millions $, ou 18,2 %. L'augmentation des produits tient essentiellement à l'incidence sur un exercice complet des acquisitions d'Atlantic Broadband et de Peer 1 Hosting[(2)] (les « acquisitions récentes ») dans le secteur de la câblodistribution qui ont toutes deux eu lieu au cours de l'exercice 2013, conjuguée à la croissance interne de tous nos secteurs opérationnels et aux taux de change favorables en ce qui concerne nos établissements à l'étranger;

- Le BAIIA ajusté[(1)] a augmenté de 5,5 % et de 18,3 %, par rapport au troisième trimestre et aux neuf premiers mois de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 233,1 millions $ et à 678,9 millions $, respectivement. La progression rapide au cours des deux périodes résulte principalement des acquisitions récentes et de la croissance interne ainsi que des taux de change favorables en ce qui concerne nos établissements à l'étranger, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent;

- Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, la filiale indirecte de câblodistribution de la Société, Cogeco Câble Canada, a comptabilisé une perte de valeur de 32,2 millions $ au titre des immobilisations corporelles, des salaires et des coûts d'emprunt capitalisés à l'égard d'un projet de solution de télévision par protocole Internet (« IPTV ») auquel l'exploitation canadienne a travaillé. En raison de problèmes de performance inattendus relatifs au bon fonctionnement de la plateforme, Cogeco Câble Canada a dû mettre fin au projet;

  Subséquemment, en vue d'accroître sa compétitivité, la filiale Cogeco Câble Canada a conclu un partenariat avec TiVo Inc. (« TiVo »), un chef de file mondial en matière de services de télévision qui permettent aux téléspectateurs de visionner du contenu sur tous les écrans, à la maison ou ailleurs. Ce nouveau service devrait être lancé par Cogeco Câble Canada d'ici le milieu de l'exercice 2015. La solution TiVo a été lancée avec succès au premier semestre de 2014 par Atlantic Broadband, la filiale de Cogeco Câble, et a connu un vif succès auprès des clients;

---

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.
(2) Peer 1 Hosting fait référence à Peer 1 Network (USA) Holdings Inc., Peer 1 (UK) Ltd. et Peer 1 Network Enterprises, Inc.

- Au troisième trimestre, le bénéfice de la période s'est chiffré à 35,6 millions $ dont 11,5 millions $, ou 0,69 $ l'action, est attribuable aux propriétaires de la Société, comparativement à 50,0 millions $ pour la période correspondante de l'exercice 2013, dont une tranche de 17,2 millions $, ou 1,03 $ l'action, était attribuable aux propriétaires de la Société. La diminution enregistrée pour le trimestre tient à la perte de valeur au titre des immobilisations corporelles expliquée précédemment, facteur partiellement contrebalancé par l'augmentation du BAIIA ajusté. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, le bénéfice de la période s'est élevé à 150,9 millions $, dont une tranche de 51,9 millions $, ou 3,10 $ l'action, est attribuable aux propriétaires de la Société, comparativement à 146,1 millions $ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2013, dont une tranche de 50,4 millions $, ou 3,01 $ l'action, était attribuable aux propriétaires de la Société. La progression du bénéfice pour la période est essentiellement attribuable à l'augmentation du BAIIA ajusté du secteur de la câblodistribution découlant des acquisitions récentes et de la croissance interne, ainsi que de la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, facteurs partiellement contrebalancés par la perte de valeur au titre des immobilisations corporelles expliquée précédemment ainsi que par l'augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements liées essentiellement aux acquisitions récentes;

- Les flux de trésorerie nets[(1)] ont atteint 91,5 millions $ pour le troisième trimestre, comparativement à 44,7 millions $ au trimestre comparable de l'exercice précédent. Cette augmentation tient essentiellement à l'augmentation du BAIIA ajusté expliquée précédemment et à la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles en raison du calendrier de certaines initiatives. Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie nets se sont chiffrés à 255,6 millions $, par rapport à 97,1 millions $ à la période correspondante de l'exercice 2013. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation du BAIIA ajusté, à la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles en raison du calendrier de certaines initiatives ainsi qu'à la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation des charges financières résultant du niveau d'endettement plus élevé en raison des acquisitions récentes;

- Au troisième trimestre de l'exercice 2014, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont atteint 184,7 millions $, comparativement à 167,6 millions $ à la période correspondante de l'exercice précédent, une hausse de 17,1 millions $, ou 10,2 %. L'augmentation tient essentiellement à l'augmentation du BAIIA ajusté et à l'augmentation des activités d'exploitation sans effet de trésorerie, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation des charges financières versées. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont atteint 432,6 millions $, contre 318,7 millions $ à la période correspondante de l'exercice 2013, ce qui représente une augmentation de 113,8 millions $, ou 35,7 %. L'augmentation tient principalement à l'augmentation du BAIIA ajusté ainsi qu'aux diminutions des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition et des impôts sur le résultat versés, facteurs en partie contrebalancés par l'augmentation des charges financières versées;

- Un dividende trimestriel de 0,22 $ par action a été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, ce qui représente une augmentation de 0,03 $ par action, ou 15,8 %, par rapport au dividende de 0,19 $ par action versé au troisième trimestre de l'exercice 2013. Les versements de dividendes au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2014 ont totalisé 0,66 $ l'action, contre 0,57 $ l'action pour l'exercice 2013; et

- Le 5 mars 2014, la Société a procédé, dans le cadre d'un placement privé, à l'émission de billets non garantis de premier rang d'un montant de 50 millions $, pour un produit net de 48,7 millions $, déduction faite des frais de transaction d'approximativement 1,3 million $. Ces billets non garantis portent intérêt au taux annuel de 6,00 %, payable semestriellement, et viennent à échéance le 5 mars 2020. Le produit net des billets non garantis de premier rang a été affecté au remboursement d'une tranche de la facilité de crédit à terme renouvelable de la Société de 100 millions $. Cette facilité a par conséquent été réduite à 50 millions $.

« J'ai le plaisir d'annoncer que COGECO a généré de solides résultats financiers au troisième trimestre de 2014. Le secteur de la câblodistribution continue de croître et la plupart de nos indicateurs de rendement cadrent avec nos objectifs. Ces solides résultats démontrent que grâce à un rigoureux contrôle des coûts et à une stratégie de marketing dynamique, Cogeco Câble continue de croître en dépit de l'intense concurrence dans le secteur », a déclaré Louis Audet, président et chef de la direction de COGECO inc.

« De plus, je suis enchanté de constater que nous avons été en mesure de tirer parti de la réussite de la plateforme vidéo TiVo de notre filiale Atlantic Broadband, en élargissant notre partenariat dans le but d'offrir cette plateforme de renommée mondiale à nos clients canadiens par l'entremise de notre filiale Cogeco Câble Canada. Nous prévoyons procéder au lancement d'ici le milieu de l'exercice 2015. Exclusion faite de l'incidence de la perte de valeur relative à la tentative précédente de développement d'une autre plateforme vidéo IPTV, nous prévoyons atteindre nos prévisions pour l'exercice 2014 », a ajouté Louis Audet.

« Nous sommes également satisfaits des résultats financiers de nos activités liées aux médias. Les cotes d'écoute des stations de radio de Cogeco Diffusion confirment notre position de chef de file dans le marché montréalais et notre bonne performance dans la plupart de nos autres marchés partout dans la province de Québec. En outre, nos activités ayant trait à la publicité dans les transports collectifs, Cogeco Métromédia, continuent de montrer des signes d'amélioration », a conclu M. Audet.

---

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

AU SUJET DE COGECO

COGECO (www.cogeco.ca) est une société de portefeuille diversifiée. Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Câble inc., COGECO fournit à sa clientèle résidentielle et d'affaires des services de télévision analogique et numérique, d'Internet haute vitesse et de téléphonie au moyen de ses réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Au Canada, Cogeco Câble inc. exerce ses activités sous le nom Cogeco Câble Canada au Québec et en Ontario et, aux États-Unis, sous le nom Atlantic Broadband dans l'ouest de la Pennsylvanie, le sud de la Floride, le Maryland/Delaware et la Caroline du Sud. Par l'intermédiaire de ses filiales Cogeco Services Réseaux et Peer 1 Hosting, Cogeco Câble inc. fournit à sa clientèle commerciale une gamme de services de technologies de l'information (services de co-implantation, d'hébergement géré et dédié, de gestion des technologies de l'information, d'informatique en nuage et de connectivité) grâce à 20 centres de données, à des réseaux de fibre à haute densité à Montréal et à Toronto et à divers points de présence en Amérique du Nord et en Europe. Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Diffusion, COGECO détient et exploite, à l'échelle du Québec, 13 stations de radio offrant une programmation variée et complémentaire destinée à un large éventail d'auditoires, ainsi que son agence de nouvelles, Cogeco Nouvelles. COGECO exploite également Métromédia, entreprise d'affichage publicitaire extérieur spécialisée dans les transports en commun. Les actions subalternes à droit de vote de COGECO sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : CGO) de même que les actions subalternes à droit de vote de Cogeco Câble inc. (TSX: CCA).

- 30 -

Source : **COGECO inc.**
Pierre Gagné
Premier vice-président et chef de la direction financière
Tél. : 514-764-4700

Renseignements : **Médias**
René Guimond
Vice-président, affaires publiques et communications
Tél. : 514-764-4700

Conférence téléphonique pour les analystes financiers : **Le jeudi 10 juillet 2014 à 11 h 00** (heure avancée de l'Est)
Les représentants des médias sont invités à assister à titre d'auditeurs seulement.

Prière d'appeler cinq minutes avant le début de la conférence en utilisant une des liaisons téléphoniques suivantes :

Numéro d'accès pour le Canada et les États-Unis : **1-800-820-0231**
Numéro d'accès international : **+ 1-416-640-5926**
Code de confirmation : **2083261**
Par Internet à l'adresse : www.cogeco.ca/investors

Pour écouter la retransmission de la conférence téléphonique, accessible jusqu'au 16 juillet 2014, veuillez composer l'un des numéros suivants :

Numéro d'accès pour le Canada et les États-Unis : **1-888-203-1112**
Numéro d'accès international : **+ 1-647-436-0148**
Code de confirmation : **2083261**



RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014

FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)	Trimestres clos les **31 mai 2014**	31 mai 2013 [2]	Variation	Périodes de neuf mois closes les **31 mai 2014**	31 mai 2013 [2]	Variation
	$	$	%	**$**	$	%
Opérations						
Produits	**536 067**	504 434	6,3	**1 571 515**	1 329 543	18,2
BAIIA ajusté[1]	**233 083**	220 878	5,5	**678 930**	574 034	18,3
Perte de valeur au titre des immobilisations corporelles	**32 197**	–	–	**32 197**	–	–
Bénéfice de la période	**35 635**	49 995	(28,7)	**150 941**	146 051	3,3
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**11 469**	17 185	(33,3)	**51 915**	50 391	3,0
Flux de trésorerie						
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**184 706**	167 641	10,2	**432 552**	318 731	35,7
Flux de trésorerie liés aux opérations[1]	**176 491**	158 172	11,6	**509 128**	399 797	27,3
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et autres actifs	**84 960**	113 492	(25,1)	**253 537**	302 666	(16,2)
Flux de trésorerie nets[1]	**91 531**	44 680	–	**255 591**	97 131	–
Situation financière[3]						
Immobilisations corporelles	**–**	–	–	**1 794 227**	1 874 866	(4,3)
Total de l'actif	**–**	–	–	**5 407 774**	5 453 835	(0,8)
Endettement[4]	**–**	–	–	**2 964 153**	3 054 275	(3,0)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	**–**	–	–	**500 119**	456 905	9,5
Données par action[5]						
Bénéfice par action						
De base	**0,69**	1,03	(33,0)	**3,10**	3,01	3,0
Dilué	**0,68**	1,02	(33,3)	**3,08**	2,99	3,0

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »); par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

(2) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

(3) Au 31 mai 2014 et au 31 août 2013.

(4) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire, du capital de la dette à long terme, du solde à payer relatif à un regroupement d'entreprises et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés.

(5) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote

RAPPORT DE GESTION

Périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014

ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives futures et aux événements, aux affaires, aux activités, au rendement financier, à la situation financière ou aux résultats anticipés de COGECO et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « prévoir », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les résultats d'exploitation et le rendement économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que COGECO juge raisonnables au moment de les formuler. Bien que la direction considère ces hypothèses comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, elles pourraient s'avérer inexactes. La Société avise le lecteur qu'en raison du ralentissement économique observé au cours des dernières années, les énoncés de nature prospective et les hypothèses sous-jacentes de la Société sont sujets à de plus grandes incertitudes et que, par conséquent, ils pourraient ne pas se réaliser ou les résultats pourraient différer de façon importante des attentes de la Société. Il est impossible pour COGECO de prédire avec certitude l'incidence que les incertitudes économiques actuelles pourraient avoir sur les résultats futurs. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes (décrits dans la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel 2013 ainsi que du présent rapport de gestion de la Société), qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de COGECO. Ces facteurs comprennent notamment les risques liés aux marchés et à la concurrence, à la technologie, aux développements sur le plan de la réglementation, aux charges opérationnelles, aux systèmes d'information, aux sinistres et aux autres éventualités, aux risques financiers liés aux besoins en capital, aux ressources humaines, à l'actionnaire détenant le contrôle et à la structure de détention, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société. En conséquence, les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective maintenant ou à une quelque autre date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de la Société pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel 2013 de la Société.

STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Les objectifs de COGECO sont d'offrir des services d'excellente qualité à ses clients et de maximiser la valeur pour les actionnaires en augmentant la rentabilité et en assurant une croissance continue des produits. Les stratégies mises en œuvre à cette fin, appuyées par un contrôle rigoureux des coûts et des processus d'affaires, sont propres à chaque secteur. Les principales stratégies utilisées pour atteindre les objectifs de COGECO dans le secteur de la câblodistribution sont axées sur l'élargissement de son offre de services, l'amélioration des services et des offres groupées de services existants, l'amélioration de l'expérience client et des processus d'affaires ainsi que le maintien d'une gestion solide du capital et d'un contrôle rigoureux des dépenses. Les activités de radiodiffusion se concentrent, quant à elles, sur l'amélioration continue de la programmation en vue d'accroître la part de marché de la Société et, de ce fait, sa rentabilité. La Société mesure sa performance à l'égard de ces objectifs en surveillant son BAIIA ajusté[(1)] et ses flux de trésorerie nets[(1)].

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

BAIIA AJUSTÉ

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2014, le BAIIA ajusté a augmenté de 18,3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2013, pour s'établir à 678,9 millions $. L'augmentation du BAIIA ajusté est principalement attribuable aux acquisitions d'Atlantic Broadband et de Peer 1 Hosting[(2)] (les « acquisitions récentes ») dans le secteur de la câblodistribution, qui ont été conclues à la fin du premier trimestre et au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2013, respectivement, conjuguées aux taux de change favorables qui ont profité à nos établissements à l'étranger ainsi qu'à l'amélioration des résultats financiers découlant de la croissance interne.

FLUX DE TRÉSORERIE NETS

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2014, COGECO a déclaré des flux de trésorerie nets de 255,6 millions $, comparativement à 97,1 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 158,5 millions $. Cet écart est principalement attribuable à l'augmentation du BAIIA ajusté expliquée précédemment, à la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles en raison du calendrier de certaines initiatives ainsi qu'à la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation des charges financières résultant du niveau d'endettement plus élevé en raison des acquisitions récentes.

CROISSANCE DE L'ENTREPRISE ET AUTRES DÉVELOPPEMENTS

Le sondage BBM Canada réalisé au printemps 2014 dans la région de Montréal par *Portable People Meter* (« PPM ») révèle que 98,5 FM est la radio qui se classe à la tête du marché francophone de Montréal auprès de tous les auditeurs et dans la catégorie « hommes de deux ans et plus » (« 2+ »), tandis que *Rythme FM* a maintenu sa position de chef de file dans la catégorie « femmes 2+ » parmi les stations musicales. Quant au marché anglophone de Montréal, *The Beat* est la radio qui se classe au premier rang dans la catégorie « femmes de 35 à 64 ans ». Dans la plupart des régions du Québec, nos stations de radio ont enregistré de bonnes cotes d'écoute.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, la filiale indirecte de câblodistribution de la Société, Cogeco Câble Canada, a comptabilisé une perte de valeur de 32,2 millions $ au titre des immobilisations corporelles, des salaires et des coûts d'emprunt capitalisés à l'égard d'un projet de solution de télévision par protocole Internet (« IPTV ») auquel l'exploitation canadienne a travaillé. En raison de problèmes de performance inattendus relatifs au bon fonctionnement de la plateforme, Cogeco Câble Canada a dû mettre fin au projet. Subséquemment, en vue d'accroître sa compétitivité, la filiale Cogeco Câble Canada a conclu un partenariat avec TiVo Inc. (« TiVo »), un chef de file mondial en matière de services de télévision de prochaine génération qui permettent aux téléspectateurs de visionner du contenu sur tous les écrans, à la maison ou ailleurs. Ce nouveau service devrait être lancé par Cogeco Câble Canada d'ici le milieu de l'exercice 2015. La solution TiVo a été lancée avec succès au premier semestre de l'exercice 2014 par Atlantic Broadband, la filiale de Cogeco Câble, et a connu un vif succès auprès des clients.

Le 30 juin 2014, la filiale de Cogeco Câble, Atlantic Broadband, a modifié ses facilités de crédit de premier rang. Aux termes des modifications, un montant de 15 millions $ US de la facilité d'emprunt à terme A a été converti en une facilité de crédit renouvelable. En outre, la facilité de crédit renouvelable a augmenté de 35 millions $ US, et le produit a servi au remboursement d'une tranche de l'emprunt à terme B. Compte tenu de cette modification, les montants combinés empruntés en vertu de l'emprunt à terme A, de l'emprunt à terme B et de la facilité de crédit renouvelable n'ont pas changé. Toutes les autres modalités relatives aux clauses restrictives, aux taux d'intérêt et à l'échéance sont demeurées inchangées. Des frais de transaction de 0,4 million $ US ont été engagés dans le cadre de la modification; ces frais devraient être plus que contrebalancés par les économies réalisées au titre des charges d'intérêts au cours de la prochaine année.

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS ».
(2) Peer 1 Hosting fait référence à Peer 1 Network (USA) Holdings Inc., Peer 1 (UK) Ltd. et Peer 1 Network Enterprises, Inc.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	31 mai 2014	31 mai 2013 [1]	Variation	**31 mai 2014**	31 mai 2013 [1]	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Produits	**536 067**	504 434	6,3	**1 571 515**	1 329 543	18,2
Charges opérationnelles	**302 984**	283 556	6,9	**892 585**	755 509	18,1
BAIIA ajusté	**233 083**	220 878	5,5	**678 930**	574 034	18,3

(1) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

PRODUITS

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2014, les produits ont augmenté de 31,6 millions $, ou 6,3 %, pour atteindre 536,1 millions $. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les produits se sont chiffrés à environ 1,6 milliard $, une hausse de 242,0 millions $, ou 18,2 %, par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2013. L'augmentation au cours des deux périodes tient essentiellement au secteur de la câblodistribution, comme il est expliqué plus loin ainsi qu'à l'amélioration des activités liées aux médias pour les neufs premiers mois de l'exercice.

Dans le secteur de la câblodistribution, les produits ont augmenté de 32,0 millions $, ou 6,9 %, au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 496,4 millions $. La croissance des produits résulte de la croissance interne de toutes nos unités d'exploitation, conjuguée aux taux de change favorables en ce qui concerne nos établissements à l'étranger. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, les produits ont atteint approximativement 1,5 milliard $, une augmentation de 235,4 millions $, ou 19,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2013. L'augmentation des produits tient essentiellement à l'incidence sur un exercice complet des acquisitions récentes qui ont toutes deux eu lieu au cours de l'exercice 2013, conjuguée à la croissance interne de tous nos secteurs opérationnels et aux taux de change favorables en ce qui concerne nos établissements à l'étranger. Pour plus de détails sur les produits du secteur de la câblodistribution, se reporter à la rubrique « Secteur de la câblodistribution ».

CHARGES OPÉRATIONNELLES

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2014, les charges opérationnelles ont augmenté de 19,4 millions $, pour atteindre 303,0 millions $, ce qui représente une hausse de 6,9 % par rapport à l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les charges opérationnelles se sont chiffrées à 892,6 millions $, soit une hausse de 137,1 millions $, ou 18,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2013. L'augmentation est principalement imputable aux résultats d'exploitation du secteur de la câblodistribution.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2014, les charges opérationnelles du secteur de la câblodistribution ont augmenté de 17,7 millions $, pour atteindre 267,1 millions $, soit une hausse de 7,1 % par rapport à l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les charges opérationnelles se sont chiffrées à 785,2 millions $, soit une hausse de 130,9 millions $, ou 20,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2013. L'augmentation des charges opérationnelles est imputable à l'incidence sur un exercice complet des acquisitions récentes et à l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2014, le BAIIA ajusté a augmenté de 12,2 millions $, ou 5,5 %, pour atteindre 233,1 millions $, le secteur de la câblodistribution ayant contribué à hauteur de 229,4 millions $ au BAIIA ajusté consolidé. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, le BAIIA ajusté a augmenté de 104,9 millions $, ou 18,3 %, pour atteindre 678,9 millions $, le secteur de la câblodistribution y ayant contribué à hauteur de 662,5 millions $. L'augmentation pour le trimestre dans le secteur de la câblodistribution tient essentiellement à l'amélioration de tous nos secteurs opérationnels ainsi qu'aux taux de change favorables en ce qui concerne nos établissements à l'étranger par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que l'augmentation pour les neuf premiers mois de l'exercice tient principalement à l'incidence sur un exercice complet des acquisitions récentes. Pour plus de détails sur les résultats d'exploitation de Cogeco Câble, se reporter à la rubrique « Secteur de la câblodistribution ».

CHARGES FIXES

	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	31 mai 2014	31 mai 2013 [1]	Variation	**31 mai 2014**	31 mai 2013 [1]	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Amortissements	**118 926**	112 867	5,4	**350 475**	272 831	28,5
Charges financières	**34 071**	36 776	(7,4)	**102 485**	84 899	20,7

(1) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014, la dotation aux amortissements s'est établie à 118,9 millions $ et à 350,5 millions $, respectivement, comparativement à 112,9 millions $ et à 272,8 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation pour le trimestre tient essentiellement à l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien. L'augmentation pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014 tient essentiellement à l'incidence sur un exercice complet des acquisitions récentes, lesquelles ont été conclues à la fin du premier trimestre et au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2013, et à l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

Au troisième trimestre de l'exercice 2014, les charges financières ont diminué de 2,7 millions $, ou 7,4 %, pour s'établir à 34,1 millions $, contre 36,8 millions $ au troisième trimestre de l'exercice 2013, en raison du niveau d'endettement plus faible. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, les charges financières ont augmenté de 17,6 millions $, ou 20,7 %, pour atteindre 102,5 millions $, contre 84,9 millions $ à l'exercice précédent, en raison de l'incidence sur un exercice complet des coûts de financement lié aux acquisitions récentes dans le secteur de la câblodistribution.

PERTE DE VALEUR AU TITRE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, la filiale indirecte de câblodistribution de la Société, Cogeco Câble Canada, a comptabilisé une perte de valeur de 32,2 millions $ au titre des immobilisations corporelles, des salaires et des coûts d'emprunt capitalisés à l'égard d'un projet de solution de télévision sur protocole Internet (« IPTV ») auquel l'exploitation canadienne a travaillé. En raison de problèmes de performance inattendus relatifs au bon fonctionnement de la plateforme, Cogeco Câble Canada a dû mettre fin au projet.

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 9,1 millions $ et à 39,1 millions $, respectivement, comparativement à 19,1 millions $ et à 53,3 millions $, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La baisse est principalement attribuable à la perte de valeur au titre des immobilisations corporelles, à l'augmentation des charges fixes, ainsi qu'à l'incidence favorable de la structure d'imposition liée aux acquisitions récentes dans le secteur de la câblodistribution, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation du BAIIA ajusté.

BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014, le bénéfice de la période s'est chiffré à 35,6 millions $ et à 150,9 millions $, dont des tranches de 11,5 millions $ et de 51,9 millions $, ou 0,69 $ par action et 3,10 $ par action, sont attribuables aux propriétaires de la Société. Pour les périodes correspondantes de l'exercice 2013, le bénéfice de la période s'est chiffré à 50,0 millions $ et à 146,1 millions $, dont des tranches de 17,2 millions $ et de 50,4 millions $, ou 1,03 $ par action et 3,01 $ par action, sont attribuables aux propriétaires de la Société. La diminution pour le troisième trimestre tient à la perte de valeur au titre des immobilisations corporelles expliquée précédemment, en partie contrebalancée par l'augmentation du BAIIA ajusté. La progression du bénéfice pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014 est essentiellement attribuable à l'augmentation du BAIIA ajusté expliquée précédemment, ainsi qu'à la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, partiellement contrebalancées par la perte de valeur au titre des immobilisations corporelles et l'augmentation des charges fixes, expliquées précédemment.

La participation sans contrôle correspond à une participation d'environ 68 % dans les résultats de Cogeco Câble. Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014, le bénéfice de la période attribuable à la participation sans contrôle s'est établi à 24,2 millions $ et à 99,0 millions $, contre 32,8 millions $ et 95,7 millions $ à l'exercice 2013.

ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 mai 2014	31 mai 2013 [2]	**31 mai 2014**	31 mai 2013 [2]
(en milliers de dollars)	**$**	$	**$**	$
Flux de trésorerie liés aux opérations[1]	**176 491**	158 172	**509 128**	399 797
Variations des activités d'exploitation sans effet de trésorerie	**13 340**	(5 443)	**(82 379)**	(80 194)
Amortissement des frais de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**(2 007)**	(3 520)	**(5 856)**	(7 237)
Impôts sur le résultat versés	**(16 672)**	(17 031)	**(55 888)**	(79 490)
Charge d'impôts exigibles	**23 693**	27 563	**72 378**	76 227
Charges financières versées	**(44 210)**	(28 876)	**(107 316)**	(75 271)
Charges financières	**34 071**	36 776	**102 485**	84 899
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**184 706**	167 641	**432 552**	318 731
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	**(84 935)**	(135 812)	**(252 932)**	(2 308 490)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	**(123 482)**	(35 540)	**(194 277)**	1 812 085
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	**(535)**	1 089	**1 390**	1 794
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(24 246)**	(2 622)	**(13 267)**	(175 880)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	**54 772**	42 265	**43 793**	215 523
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	**30 526**	39 643	**30 526**	39 643

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

(2) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au troisième trimestre de l'exercice 2014, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont atteint 184,7 millions $, comparativement à 167,6 millions $ à la période correspondante de l'exercice précédent, une hausse de 17,1 millions $, ou 10,2 %. L'augmentation tient essentiellement à l'augmentation de 12,2 millions $ du BAIIA ajusté et à l'augmentation de 18,8 millions $ des activités d'exploitation sans effet de trésorerie découlant de la hausse des dettes fournisseurs et autres créditeurs, par rapport à une diminution à la période correspondante, facteur partiellement contrebalancé par une augmentation de 15,3 millions $ des charges financières versées. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont atteint 432,6 millions $, contre 318,7 millions $ à la période correspondante de l'exercice 2013, ce qui représente une augmentation de 113,8 millions $, ou 35,7 %. L'augmentation tient essentiellement à l'augmentation de 104,9 millions $ du BAIIA ajusté, conjuguée à une diminution de 23,6 millions $ des impôts sur le résultat versés et à une baisse de 13,1 millions $ des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, facteurs en partie contrebalancés par une hausse des charges financières versées de 32,0 millions $.

Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014, les flux de trésorerie liés aux opérations se sont chiffrés à 176,5 millions $ et à 509,1 millions $, respectivement, comparativement à 158,2 millions $ et à 399,8 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2013, ce qui représente des hausses de 18,3 millions $, ou 11,6 %, et de 109,3 millions $, ou 27,3 %, respectivement. L'augmentation au cours des deux périodes tient essentiellement à l'augmentation de 12,2 millions $ et de 104,9 millions $ du BAIIA ajusté, respectivement.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014, les activités d'investissement se sont chiffrées à 84,9 millions $ et à 252,9 millions $, respectivement, en raison principalement des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et autres actifs. Pour les périodes comparatives de l'exercice 2013, les activités d'investissement s'établissaient à 135,8 millions $ et à 2,3 milliards $, comme il est expliqué plus loin.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES EN 2013

Le 31 janvier 2013 et le 3 avril 2013, Cogeco Câble inc., la filiale de la Société, a fait l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de Peer 1 Hosting, l'un des premiers fournisseurs d'infrastructure Internet au monde qui se spécialise dans les domaines de l'hébergement géré, des serveurs attitrés, des services d'informatique en nuage et de la co-implantation. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, Cogeco Câble a finalisé la répartition du prix d'achat de Peer 1 Hosting. La finalisation n'a pas eu d'incidence sur les comptes de résultat et de résultat global pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2013. L'incidence de la finalisation sur l'état de la situation financière au 31 août 2013 correspond à une hausse de 0,7 million $ des impôts sur le résultat à recevoir, à une hausse de 4,4 millions $ des actifs d'impôts différés, à une baisse de 0,9 million $ des immobilisations incorporelles, à une diminution de 2,8 millions $ du goodwill, à une hausse de 2,5 millions $ des passifs d'impôts différés, à une baisse de 0,4 million $ du cumul des autres éléments du résultat global et à une diminution de la participation sans contrôle de 0,8 million $.

Le 30 novembre 2012, Cogeco Câble inc., la filiale de la Société, a conclu l'acquisition de toutes les actions en circulation d'Atlantic Broadband, un câblodistributeur indépendant fondé en 2003 offrant des services de Télévision numérique et analogique, d'IHV et de Téléphonie aux clients résidentiels et aux clients de petites et moyennes entreprises. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, Cogeco Câble a finalisé la répartition du prix d'achat d'Atlantic Broadband, qui est demeurée inchangée depuis les derniers ajustements apportés au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

La répartition finale du prix d'achat d'Atlantic Broadband et de Peer 1 Hosting s'établit comme suit :

	Peer 1 Hosting	Atlantic Broadband	TOTAL
	Répartition finale	Répartition finale	Répartition finale
	$	$	$
Contrepartie			
Versée			
Achat d'actions	**494 796**	**337 779**	**832 575**
Ajustements du fonds de roulement	**–**	**5 415**	**5 415**
Remboursement des dettes garanties et règlement des options en circulation	**170 872**	**1 021 854**	**1 192 726**
	665 668	**1 365 048**	**2 030 716**
Actifs nets acquis			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**10 840**	**5 480**	**16 320**
Trésorerie soumise à restrictions	**8 729**	**–**	**8 729**
Créances clients et autres débiteurs	**12 772**	**12 012**	**24 784**
Charges payées d'avance et autres	**3 855**	**1 370**	**5 225**
Impôts sur le résultat à recevoir	**2 797**	**3 907**	**6 704**
Autres actifs	**2 462**	**–**	**2 462**
Immobilisations corporelles	**150 013**	**302 211**	**452 224**
Immobilisations incorporelles	**144 231**	**711 418**	**855 649**
Goodwill	**410 454**	**522 215**	**932 669**
Actifs d'impôts différés	**8 872**	**98 592**	**107 464**
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	**(26 512)**	**(27 620)**	**(54 132)**
Provisions	**–**	**(721)**	**(721)**
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs pris en charge	**(3 388)**	**(7 697)**	**(11 085)**
Dette à long terme prise en charge	**(1 735)**	**–**	**(1 735)**
Passifs d'impôts différés	**(57 722)**	**(256 119)**	**(313 841)**
	665 668	**1 365 048**	**2 030 716**

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET AUTRES ACTIFS

Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 80,0 millions $ et à 239,9 millions $, comparativement à 109,0 millions $ et à 289,0 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2013, respectivement, en raison essentiellement des facteurs suivants dans le secteur de la câblodistribution :

- Une diminution au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2014 des dépenses liées à l'infrastructure graduelle et à la modernisation et à la reconstruction du réseau résultant du redéploiement, au cours de l'exercice 2012 et du début de l'exercice 2013, des technologies avancées comme DOCSIS 3.0 et de la distribution vidéo numérique dans les régions où le service est déjà offert;
- Une augmentation des équipements à l'abonné pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014, en raison principalement du lancement des services de divertissement numérique TiVo aux États-Unis.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2014, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et autres actifs se sont élevées à 4,9 millions $ et à 13,7 millions $, comparativement à 4,5 millions $ et à 13,7 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, respectivement.

FLUX DE TRÉSORERIE NETS ET ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2014, les flux de trésorerie nets se sont chiffrés à 91,5 millions $, ce qui représente une hausse de 46,9 millions $ par rapport à l'exercice 2013. Cette hausse tient essentiellement à l'augmentation du BAIIA ajusté et à la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles en raison de l'échéancier de certaines initiatives dans le secteur de la câblodistribution. Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie nets se sont chiffrés à 255,6 millions $, ce qui représente une hausse de 158,5 millions $ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cet écart est essentiellement attribuable à l'augmentation du BAIIA ajusté, à la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles en raison du calendrier de certaines initiatives ainsi qu'à la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation des charges financières résultant du niveau d'endettement plus élevé en raison des acquisitions récentes dans le secteur de la câblodistribution.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, la trésorerie a diminué de 110,4 millions $, principalement en raison du niveau d'endettement plus faible par suite des remboursements en vertu des facilités renouvelables de 163,6 millions $ et de la dette à long terme de 4,8 millions $, facteurs en partie contrebalancés par une augmentation de l'endettement bancaire de 9,4 millions $ et par l'émission, par COGECO inc., de dette à long terme de 48,7 millions $. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2013, un niveau d'endettement plus élevé avait entraîné une augmentation de la trésorerie de 22,0 millions $, principalement en raison de l'émission, dans le secteur de la câblodistribution, de débentures garanties de premier rang, série 4, d'une valeur de 300 millions $ (les « débentures »), pour un produit net de 297,1 millions $, déduction faite des frais de transaction de 2,9 millions $, ainsi que de l'émission de billets non garantis de premier rang d'une valeur de 410,4 millions $ (400 millions $ US) (les « billets de 2020 »), pour un produit net de 402,6 millions $ (392,4 millions $ US), déduction faite des frais de transaction de 7,8 millions $ (7,6 millions $ US). En outre, le produit net tiré des débentures et des billets de 2020 a été affecté au remboursement de la facilité de crédit à terme canadienne d'un montant de 175 millions $, de la facilité de crédit à terme américaine d'un montant de 230,8 millions $ (225 millions $ US), de l'emprunt renouvelable de 114,7 millions $ contracté dans le cadre du financement de l'acquisition de Peer 1 Hosting dans le secteur de la câblodistribution, ainsi que du crédit à terme renouvelable d'un montant de 192,4 millions $.

Au cours de la période de neuf mois de l'exercice 2014, la trésorerie a diminué de 148,2 millions $, principalement en raison du niveau d'endettement plus faible par suite des remboursements en vertu des facilités renouvelables de 186,1 millions $ et de la dette à long terme de 10,9 millions $, partiellement contrebalancés par l'émission, par COGECO inc., de dette à long terme de 48,7 millions $. Pour la période de neuf mois de l'exercice 2013, un niveau d'endettement plus élevé a généré une augmentation de la trésorerie de 1,9 milliard $, principalement en raison de l'émission des billets de 2020 et des débentures, décrite précédemment, ainsi que du prélèvement sur le crédit à terme renouvelable existant d'un montant de 411,9 millions $ (420 millions $ US), y compris les remboursements effectués au cours du trimestre décrits précédemment, et de la facilité de crédit de premier rang de 637,4 millions $ (660 millions $ US, pour un produit net de 641,5 millions $ US, déduction faite des frais de transaction de 18,5 millions $ US) visant à financer l'acquisition d'Atlantic Broadband ainsi que du prélèvement de 125,1 millions $ en vertu des facilités de crédit garanties contractées pour financer l'acquisition de Peer 1 Hosting, déduction faite des remboursements effectués au cours du troisième trimestre décrits précédemment.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, un dividende trimestriel de 0,22 $ par action a été payé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 3,7 millions $, comparativement à un dividende de 0,19 $ par action, ou 3,2 millions $, au troisième trimestre de l'exercice 2013. Les versements de dividendes au cours des neuf premiers mois ont totalisé 0,66 $ l'action, ou 11,1 millions $, contre 0,57 $ l'action, ou 9,5 millions $, à l'exercice précédent. En outre, les dividendes versés par une filiale aux détenteurs de participations sans contrôle se sont élevés à 9,9 millions $ au cours du troisième trimestre et à 29,7 millions $ au cours des neuf premiers mois, comparativement à des montants de 8,6 millions $ et de 25,7 millions $, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Au 31 mai 2014, le fonds de roulement déficitaire de la Société se chiffrait à 164,9 millions $, comparativement à 223,1 millions $ au 31 août 2013. La diminution de 58,2 millions $ de ce déficit est principalement attribuable à la baisse de 83,9 millions $ des dettes fournisseurs et autres créditeurs et à l'augmentation de 14,3 millions $ des créances clients et autres débiteurs, partiellement contrebalancées par la diminution de 13,3 millions $ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et l'augmentation de 21,7 millions $ des passifs d'impôts sur le résultat en raison des flux de trésorerie nets générés. Dans le cours normal de ses activités, COGECO maintient un fonds de roulement déficitaire en raison de créances clients peu élevées, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, contrairement aux dettes fournisseurs et autres créditeurs, qui sont généralement payés lorsque les produits ont été livrés et les services, rendus, ce qui permet à la Société d'utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour réduire l'endettement.

Au 31 mai 2014, la Société avait utilisé 17,1 millions $ de son crédit à terme renouvelable de 50 millions $ pour une disponibilité restante de 32,9 millions $, et Cogeco Câble avait utilisé 476,2 millions $ de son crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour de 800 millions $ pour une disponibilité restante de 323,8 millions $. Par ailleurs, deux filiales de Cogeco Câble bénéficient également d'une facilité de crédit renouvelable de 108,4 millions $ (100 millions $ US) liée à l'acquisition d'Atlantic Broadband, dont un montant de 1,1 million $ (1,0 million $ US) avait été utilisé au 31 mai 2014, pour une disponibilité restante de 107,3 millions $ (99 millions $ US).

SITUATION FINANCIÈRE

Les soldes des « créances clients et autres débiteurs », des « immobilisations corporelles », du « goodwill », des « dettes fournisseurs et autres créditeurs », des « passifs d'impôts sur le résultat », des « passifs d'impôts différés », de « trésorerie et équivalents de trésorerie » et de la « dette à long terme » ont considérablement changé depuis le 31 août 2013.

Les créances clients et autres débiteurs ont augmenté de 14,3 millions $ en raison de l'échéancier de la facturation aux clients. La diminution de 80,6 millions $ des immobilisations corporelles est principalement liée à la perte de valeur au titre des immobilisations corporelles de 32,2 millions $ dans le secteur de la câblodistribution ainsi qu'à l'excédent de la dotation à l'amortissement sur les acquisitions décrites à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie », compte tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien. Le goodwill a augmenté de 29,3 millions $ par suite de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2014. La diminution de 83,9 millions $ des dettes fournisseurs et autres créditeurs découle de l'échéancier des paiements faits aux fournisseurs. L'augmentation de 21,7 millions $ des passifs d'impôts sur le résultat est imputable à l'excédent de la charge d'impôt exigible sur les impôts sur le résultat versés. La baisse de 28,6 millions $ des passifs d'impôts différés tient à la perte de valeur au titre des immobilisations corporelles et à l'augmentation de la charge d'impôt exigible. Les diminutions respectives de 13,3 millions $ et de 91,2 millions $ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de la dette à long terme tiennent aux facteurs dont il a été fait mention précédemment à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie », partiellement contrebalancés par l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de COGECO au 30 juin 2014. Se reporter à la note 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

	Nombre d'actions	Montant (en milliers de dollars)
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	1 842 860	12
Actions subalternes à droit de vote	14 989 338	121 976

FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, COGECO a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location simple et de location-financement ainsi que de garanties. Les obligations de COGECO, décrites dans le rapport annuel de 2013, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2013, à l'exception de ce qui suit.

Le 5 mars 2014, la Société a procédé, dans le cadre d'un placement privé, à l'émission de billets non garantis de premier rang d'un montant de 50 millions $, pour un produit net de 48,7 millions $, déduction faite des frais de transaction d'approximativement 1,3 million $. Ces billets non garantis portent intérêt au taux annuel de 6,00 %, payable semestriellement, et viennent à échéance le 5 mars 2020. La moitié des billets non garantis de premier rang sont solidairement garantis sous forme de dette de premier rang non garantie par ses filiales, à l'exception des filiales non restreintes. Le produit net des billets non garantis de premier rang a été affecté au remboursement d'une tranche de la facilité de crédit à terme renouvelable de la Société de 100 millions $. Cette facilité a par conséquent été réduite à 50 millions $.

Le 20 décembre 2013, la Société a apporté des modifications à son crédit à terme renouvelable. Aux termes de ces modifications, l'échéance a été prolongée de un an, soit jusqu'au 1er février 2018. Par ailleurs, les modifications ont donné lieu à une réduction de la marge applicable pour le calcul du taux d'intérêt ainsi qu'à une réduction des restrictions prévues dans certaines clauses restrictives, dont les ratios financiers.

Le 22 novembre 2013, Cogeco Câble, la filiale de la Société, a modifié et mis à jour son crédit à terme renouvelable de 800 millions $ auprès d'un consortium de prêteurs. Ce crédit à terme renouvelable a été prolongé jusqu'au 22 janvier 2019 et peut être encore prolongé annuellement. Les modifications ont donné lieu à une réduction de la marge applicable pour le calcul du taux d'intérêt ainsi qu'à une réduction des restrictions prévues dans certaines clauses restrictives. Le crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour a également remplacé les facilités de crédit garanties de Cogeco Câble dont l'échéance était le 27 janvier 2017, qui ont été entièrement remboursées le 22 novembre 2013. Ce crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour est composé de deux tranches : une première tranche canadienne d'un montant de 788 millions $ et une seconde tranche du Royaume-Uni d'un montant de 12 millions $. Cogeco Câble et Peer 1 (UK) Ltd. peuvent emprunter en vertu de la tranche du Royaume-Uni. La tranche canadienne est offerte en dollars canadiens, en dollars américains, en euros et en livres sterling et les taux d'intérêt sont fondés sur le taux des acceptations bancaires, le taux de base en dollars américains, le taux LIBOR en dollars américains, en euros ou en livres sterling, plus la marge applicable. La tranche du Royaume-Uni est offerte en livres sterling et les taux d'intérêt sont fondés sur le taux de base en livres sterling et le taux LIBOR en livres sterling. Le crédit à terme renouvelable est garanti indirectement par une charge de premier rang, fixe et générale, et une sûreté sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de Cogeco Câble et de certaines de ses filiales. De plus, il prévoit certaines affectations autorisées, y compris les obligations relatives à l'achat de biens, les obligations capitalisées existantes et l'octroi de toute sûreté par une entité avant qu'elle ne devienne une filiale, sous réserve d'un montant maximal. Les dispositions relatives à ce crédit prévoient des limites quant aux activités de Cogeco Câble. De façon générale, les plus importantes restrictions visent les investissements autorisés, le versement de dividendes sur les actions à droits de vote multiples et sur les actions subalternes à droit de vote, ainsi que l'atteinte et le maintien de certains ratios financiers, principalement en ce qui a trait au bénéfice d'exploitation avant amortissement, aux charges financières et au total de l'endettement.

GESTION FINANCIÈRE

La filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a conclu des conventions d'échange de devises croisées en vue de fixer les paiements d'intérêt et de capital sur les billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions $ US venant à échéance le 1er octobre 2015. Ces conventions ont eu pour effet de convertir le taux nominal annuel américain de 7,00 % en taux d'intérêt annuel moyen de 7,24 % en dollars canadiens. Le taux de change applicable au capital de la dette a été fixé à 1,0625 $ pour un dollar américain. Cogeco Câble a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture des flux de trésorerie pour ces instruments financiers dérivés. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2014, les montants dus en vertu des billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions $ US, ont augmenté de 5,9 millions $ en raison de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien. La juste valeur de l'actif relatif aux conventions d'échange de devises croisées a augmenté d'un montant net de 6,1 millions $, dont une augmentation de 5,9 millions $ a contrebalancé la perte de change sur la dette libellée en dollars américains. L'écart de 0,2 million $ a été comptabilisé à titre d'augmentation des autres éléments du résultat global. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2013, les montants dus en vertu des billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions $ US, ont augmenté de 9,7 millions $ en raison de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien. La juste valeur du passif relatif aux conventions d'échange de devises croisées a diminué d'un montant net de 9,3 millions $, une diminution de 9,7 millions $ ayant contrebalancé la perte de change sur la dette libellée en dollars américains. L'écart de 0,4 million $ a été comptabilisé à titre de diminution des autres éléments du résultat global.

Par ailleurs, le 22 juillet 2013, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a conclu des conventions d'échange de taux d'intérêt afin de fixer le taux d'intérêt sur une tranche de 200 millions $ US de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont eu pour effet de convertir le taux de base LIBOR variable en dollars américains en un taux fixe moyen de 0,39625 % jusqu'au 25 juillet 2015 en vertu de son crédit à terme renouvelable. Cogeco Câble a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture pour ces instruments financiers dérivés. Au cours des neuf

premiers mois de l'exercice 2014, la juste valeur de l'actif relatif aux conventions d'échange de taux d'intérêt a diminué d'un montant net de 0,8 million $, lequel a été comptabilisé à titre de diminution des autres éléments du résultat global.

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une variation de 1 % du taux d'intérêt applicable aux crédits à terme renouvelables et aux facilités de crédit de premier rang était d'approximativement 6,5 millions $ en fonction de la dette existante au 31 mai 2014.

De plus, les investissements de Cogeco Câble dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Ce risque est réduit puisque la majeure partie des prix d'achats d'Atlantic Broadband et de Peer 1 Hosting ont été empruntés directement en dollars américains et en livres sterling. Au 31 mai 2014, l'investissement pour Atlantic Broadband et pour Peer 1 Hosting s'élevait à 1,1 milliard $ US et à 62,7 millions £, alors que la dette à long terme à titre d'élément de couverture de ces investissements s'élevait à 859,5 millions $ US et à 56,0 millions £. Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 31 mai 2014 s'établissait à 1,0842 $ pour un dollar américain et à 1,8173 $ pour une livre sterling. L'incidence d'une variation de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollar canadien ferait varier les autres éléments du résultat global d'approximativement 26,9 millions $.

Puisque les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Cogeco Câble sont exprimés en dollars canadiens, mais qu'une partie de ses activités sont exercées dans un contexte où le dollar américain et la livre sterling sont les monnaies de mesure, les fluctuations du taux de change peuvent avoir une incidence à la hausse ou à la baisse sur les résultats d'exploitation de la Société. Les taux moyens en vigueur pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur de la câblodistribution s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	31 mai 2014	31 mai 2013	Variation	**31 mai 2014**	31 mai 2013	Variation
	$	$	%	**$**	$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	**1,0997**	1,0211	7,7	**1,0759**	1,0091	6,6
Livre sterling par rapport au dollar canadien	**1,8405**	1,5545	18,4	**1,7664**	1,5565	13,5

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une hausse de 10 % du dollar américain ou de la livre sterling par rapport au dollar canadien, selon le cas, sur les résultats d'exploitation de Cogeco Câble pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014 :

	Secteur de la câblodistribution			
	Trimestre		Période de neuf mois	
(en milliers de dollars)	Données comptabilisées $	Incidence du taux de change $	Données comptabilisées $	Incidence du taux de change $
Produits	**496 448**	**13 990**	**1 457 436**	**40 388**
Charges opérationnelles	**267 059**	**9 370**	**785 235**	**26 497**
Honoraires de gestion – COGECO inc.	**–**	**–**	**9 674**	**–**
BAIIA ajusté	**229 389**	**4 620**	**662 527**	**13 891**
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et autres actifs	**84 452**	**4 578**	**250 347**	**13 110**

DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 9 juillet 2014, le conseil d'administration de COGECO a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,22 $ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 6 août 2014 aux actionnaires inscrits en date du 23 juillet 2014. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

SECTEUR DE LA CÂBLODISTRIBUTION

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

				Données consolidées			
				Ajouts nets (pertes nettes)		Ajouts nets (pertes nettes)	
	Données consolidées	ÉTATS-UNIS	CANADA	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
		31 mai 2014		31 mai 2014	31 mai 2013	31 mai 2014	31 mai 2013
Unités de service primaire[1]	**2 452 118**	**495 674**	**1 956 444**	**(2 509)**	(1 079)	**(15 539)**	20 783
Clients du service de Télévision	**1 034 991**	**227 160**	**807 831**	**(9 620)**	(8 407)	**(31 961)**	(21 143)
Clients du service d'IHV	**865 597**	**188 795**	**676 802**	**7 811**	4 603	**27 152**	27 340
Clients du service de Téléphonie	**551 530**	**79 719**	**471 811**	**(700)**	2 725	**(10 730)**	14 586

(1) Représente la somme des clients des services de Télévision, d'IHV et de Téléphonie.

Au 31 mai 2014, le nombre d'unités de service primaire atteignait 2 452 118, dont 1 956 444 proviennent du Canada et 495 674, des États-Unis. Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014, les pertes nettes d'unités de service primaire se sont chiffrées à 2 509 et à 15 539, comparativement à des pertes nettes de 1 079 et à des ajouts nets de 20 783 aux périodes correspondantes de l'exercice 2013, respectivement. Les pertes nettes de clients du service de Télévision pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2014 se sont chiffrées à 9 620 et à 31 961, comparativement à 8 407 et à 21 143, le nombre de clients du service d'IHV a augmenté de 7 811 et de 27 152, comparativement à 4 603 et à 27 340, et les pertes nettes de clients du service de Téléphonie se sont chiffrées à 700 et à 10 730, comparativement à des ajouts nets de 2 725 et de 14 586 aux périodes correspondantes de l'exercice 2013. Les ajouts nets pour le service d'IHV continuent d'être attribuables à l'amélioration de l'offre de produits et à l'incidence positive du trio de services.

Au Canada, le nombre d'unités de service primaire a diminué de 5 633 au troisième trimestre de 2014, contre une diminution de 1 013 à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, le nombre d'unités de service primaire a diminué de 23 678, comparativement à une augmentation de 17 089 pour la période correspondante de 2013. La diminution s'explique par la maturité des catégories de services et la concurrence beaucoup plus vive pour tous les services.

Aux États-Unis, le nombre d'unités de service primaire a augmenté de 3 124 pour le troisième trimestre de l'exercice 2014, comparativement à une diminution de 66 à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, le nombre d'unités de service primaire a augmenté de 8 139, comparativement à une augmentation de 3 694 pour la période correspondante de 2013. L'augmentation tient aux services d'IHV et de Téléphonie additionnels, contrebalancés par les pertes au chapitre des services de Télévision.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	31 mai 2014	31 mai 2013 [1]	Variation	**31 mai 2014**	31 mai 2013 [1]	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Produits	**496 448**	464 497	6,9	**1 457 436**	1 222 080	19,3
Charges opérationnelles	**267 059**	249 315	7,1	**785 235**	654 327	20,0
Honoraires de gestion – COGECO inc.	**–**	–	–	**9 674**	9 569	1,1
BAIIA ajusté	**229 389**	215 182	6,6	**662 527**	558 184	18,7
Marge d'exploitation	**46,2 %**	46,3 %		**45,5 %**	45,7 %	

PRODUITS

Les produits ont augmenté de 32,0 millions $, ou 6,9 %, au troisième trimestre de l'exercice 2014, pour atteindre 496,4 millions $, stimulés par la croissance interne de tous nos secteurs opérationnels, conjuguée aux taux de change favorables en ce qui concerne nos établissements à l'étranger. Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2014, les produits ont atteint approximativement 1,5 milliard $, une hausse de 235,4 millions $, ou 19,3 %, en raison essentiellement de l'incidence sur un exercice complet des acquisitions récentes, qui ont toutes deux eu lieu au cours de l'exercice 2013, conjuguée à la croissance interne de tous nos secteurs opérationnels et aux taux de change favorables en ce qui concerne nos établissements à l'étranger.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET HONORAIRES DE GESTION

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2014, les charges opérationnelles ont augmenté de 17,7 millions $ pour atteindre 267,1 millions $, soit une hausse de 7,1 % par rapport à l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les charges opérationnelles se sont chiffrées à 785,2 millions $, soit une hausse de 130,9 millions $, ou 20,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2013. La hausse des charges opérationnelles est principalement imputable à l'incidence sur un exercice complet des acquisitions récentes et à l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien.

Aux troisièmes trimestres des exercices 2014 et 2013, Cogeco Câble n'a versé aucuns honoraires de gestion à COGECO inc. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, les honoraires de gestion payés à COGECO inc. se sont élevés à 9,7 millions $, soit une hausse de 1,1 % par rapport au montant de 9,6 millions $ payé à la période correspondante de l'exercice 2013.

BAIIA AJUSTÉ

Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014, le BAIIA ajusté a augmenté de 14,2 millions $, ou 6,6 %, pour atteindre 229,4 millions $, et de 104,3 millions $, ou 18,7 %, pour atteindre 662,5 millions $, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation pour le trimestre tient essentiellement à l'amélioration de tous nos secteurs opérationnels ainsi qu'aux taux de change favorables par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que l'incidence sur un exercice complet des acquisitions récentes a contribué à l'augmentation pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014.

PROJECTIONS FINANCIÈRES RÉVISÉES POUR L'EXERCICE 2014

Compte tenu des projections révisées pour le secteur de la câblodistribution décrites ci-dessous, la Société a révisé ses projections consolidées pour l'exercice 2014. Le bénéfice de l'exercice devrait diminuer, passant de 240 millions $ à 215 millions $, et par conséquent, le bénéfice de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société devrait atteindre 70 millions $, comparativement à 77 millions $ pour les projections révisées publiées le 9 avril 2014.

Voici les projections financières révisées pour l'exercice 2014 :

(en millions de dollars)	**Projections révisées au 9 juillet 2014 Exercice 2014 $**	Projections révisées au 9 avril 2014 Exercice 2014 $
Projections financières		
Produits	**2 105**	2 105
BAIIA ajusté	**915**	915
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**4**	–
Charges financières	**137**	137
Charge d'impôts exigibles	**99**	103
Bénéfice de l'exercice	**215**	240
Bénéfice de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société	**70**	77
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et autres actifs	**430**	430
Flux de trésorerie nets[(1)]	**245**	245

(1) Les flux de trésorerie nets correspondent au BAIIA ajusté, moins les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, les charges financières, la charge d'impôts exigibles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et autres actifs.

SECTEUR DE LA CÂBLODISTRIBUTION

Compte tenu de la perte de valeur de 32,2 millions $ au titre des immobilisations corporelles survenue au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014 au sein de l'exploitation canadienne ainsi que des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition additionnels liés aux activités de restructuration, Cogeco Câble a révisé à la baisse ses projections relatives au bénéfice de l'exercice 2014 par rapport à celles publiées le 9 avril 2014. Le bénéfice de l'exercice devrait maintenant atteindre 210 millions $, soit une diminution de 25 millions $, ou 10,6 %, par rapport aux projections du 9 avril 2014.

Voici les projections financières révisées pour l'exercice 2014 :

(en millions de dollars, sauf les données relatives à la marge d'exploitation et à l'intensité du capital)	**Projections révisées au 9 juillet 2014** **Exercice 2014** **$**	Projections révisées au 9 avril 2014 Exercice 2014 $
Projections financières		
Produits	**1 955**	1 955
BAIIA ajusté	**895**	895
Marge d'exploitation	**45,8 %**	45,8 %
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**4**	–
Amortissements	**470**	470
Charges financières	**130**	130
Charge d'impôts exigibles	**96**	100
Bénéfice de l'exercice	**210**	235
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et autres actifs	**425**	425
Flux de trésorerie nets[(1)]	**240**	240
Intensité du capital	**21,7 %**	21,7 %

(1) Les flux de trésorerie nets correspondent au BAIIA ajusté, moins les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, les charges financières, la charge d'impôts exigibles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et autres actifs.

PROJECTIONS FINANCIÈRES PRÉLIMINAIRES POUR L'EXERCICE 2015

Pour l'exercice 2015, COGECO prévoit des produits de 2,19 milliards $ et un BAIIA ajusté de 945 millions $, compte tenu des projections préliminaires du secteur de la câblodistribution pour 2015 et des résultats projetés des activités de la radio et de la publicité dans les transports collectifs. Les flux de trésorerie nets devraient atteindre environ 270 millions $ et le bénéfice de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société devrait se chiffrer à 88 millions $.

(en millions de dollars)	**Projections préliminaires** **Exercice 2015** **$**	Projections révisées au 9 juillet 2014 Exercice 2014 $
Projections financières		
Produits	**2 185**	2 105
BAIIA ajusté	**945**	915
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**–**	4
Charges financières	**132**	137
Charge d'impôts exigibles	**105**	99
Bénéfice de l'exercice	**265**	215
Bénéfice de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société	**88**	70
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et autres actifs	**438**	430
Flux de trésorerie nets[(1)]	**270**	245

(1) Les flux de trésorerie nets correspondent au BAIIA ajusté, moins les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, les charges financières, la charge d'impôts exigibles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et autres actifs.

SECTEUR DE LA CÂBLODISTRIBUTION

Les projections financières préliminaires pour l'exercice 2015 tiennent compte de l'incertitude caractérisant le contexte économique mondial et de la vive concurrence que se livrent au Canada, aux États-Unis et en Europe les fournisseurs de services de télécommunications titulaires et d'infrastructure des TI, le cas échéant. En outre, ces projections financières préliminaires sont appuyées par les objectifs de Cogeco Câble qui consistent à améliorer la rentabilité pour créer de la valeur pour les actionnaires. Cogeco Câble met l'accent sur les besoins des clients en offrant des services à des prix intéressants, en élargissant son offre sur le plan géographique et en diversifiant ses produits et services. Puisque Cogeco Câble exerce ses activités dans un secteur caractérisé par l'innovation technologique constante, ce qui nécessite d'importants capitaux, Cogeco Câble poursuivra l'expansion et l'entretien de ses réseaux et de ses centres de données informatiques, ainsi que le lancement et l'expansion de nouveaux services. Cogeco Câble reconnaît que le service à la clientèle est un atout clé de la marque et constitue une façon de se démarquer par rapport à ses concurrents. Elle reconnaît également qu'un service à la clientèle supérieur favorise la fidélisation et la rétention des clients. Comme le contrôle des coûts est un élément clé de la performance financière et demeure un facteur essentiel pour maintenir les marges d'exploitation élevées, Cogeco Câble entend continuer à mettre de l'avant sa stratégie de contrôle étroit des dépenses d'exploitation et des dépenses d'investissement et de rigoureux processus à l'égard des clients.

Pour l'exercice 2015, Cogeco Câble prévoit générer des produits de 2,03 milliards $, ce qui représente une hausse de 75 millions $, ou 3,8 %, par rapport aux projections révisées pour l'exercice 2014 publiées le 9 juillet 2014. Au sein du secteur de la câblodistribution, les produits devraient provenir essentiellement des initiatives de marketing ciblées visant à améliorer les taux de pénétration des services d'IHV et de Téléphonie dans le secteur commercial, tandis que la pénétration des services de télévision et de téléphonie résidentiels devrait ralentir au Canada, en raison de la maturité des catégories de services et de la vive concurrence. En outre, les services de vidéo numérique et d'IHV devraient continuer de profiter de l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de divertissement numérique TiVo aux États-Unis ainsi que du lancement prévu des services TiVo au Canada. Le secteur de la câblodistribution bénéficiera également de l'incidence des hausses tarifaires dans la plupart de ses services. En ce qui concerne les activités de services aux entreprises, la croissance des produits devrait principalement découler des services d'hébergement géré et de co-implantation, en raison de l'agrandissement du centre de données informatiques de Barrie et de la migration, dans le portefeuille, de services qui génèrent des produits à marges plus élevées. De plus, la construction d'un nouveau centre de données informatiques à Kirkland (Montréal) devrait être terminée au premier semestre de 2015, et par conséquent, ce centre devrait commencer à générer des produits. La croissance des produits devrait également être stimulée par les services de connectivité en raison des expansions du réseau et de l'installation de nouveaux clients.

Pour l'exercice 2015, les charges opérationnelles devraient augmenter d'environ 45 millions $, ou 4,2 %, par rapport aux projections révisées pour l'exercice 2014 en raison des dépenses additionnelles pour appuyer la croissance du secteur des Services aux entreprises, les hausses salariales ainsi que la poursuite des initiatives de marketing et des stratégies de fidélisation. Ces augmentations devraient être en partie contrebalancées par les initiatives de réduction des coûts découlant de l'amélioration des systèmes et des processus et par les activités de restructuration conclues au cours de l'exercice 2014.

Pour l'exercice 2015, Cogeco Câble s'attend à un BAIIA ajusté de 925 millions $, ce qui représente une augmentation de 30 millions $, ou 3,4 %, par rapport aux projections révisées pour l'exercice 2014. La marge d'exploitation devrait atteindre environ 45,6 % pour l'exercice 2015, comparativement aux projections révisées de 45,8 % pour l'exercice 2014, reflétant les activités à marges moins élevées des activités de services aux entreprises ainsi que l'augmentation des charges opérationnelles légèrement plus rapide que celle des produits.

Cogeco Câble prévoit une baisse de 5 millions $ des amortissements au titre des immobilisations corporelles et incorporelles pour l'exercice 2015, en raison essentiellement de l'augmentation des dépenses d'investissement liées à des immobilisations assorties de durées de vie utile plus longues, ce qui réduit la dotation aux amortissements pour l'exercice 2015. Les flux de trésorerie liés aux opérations devraient financer les dépenses d'investissement, lesquelles devraient atteindre 430 millions $, comparativement à 425 millions $ pour les projections révisées de l'exercice 2014. Pour l'exercice 2015, les dépenses d'investissement devraient augmenter, en raison essentiellement de l'achèvement de l'agrandissement du centre de données informatiques de Barrie et de la construction d'un nouveau centre de données informatiques à Kirkland, dans le secteur des Services aux entreprises.

Pour l'exercice 2015, les flux de trésorerie nets devraient s'établir à 270 millions $, en hausse de 30 millions $, ou 12,5 %, par rapport aux projections de flux de trésorerie nets de 240 millions $ en raison de l'augmentation du BAIIA ajusté, partiellement contrebalancée par les dépenses d'investissement additionnelles. Par conséquent, les flux de trésorerie nets générés permettront de réduire l'endettement, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et, par le fait même, d'améliorer les ratios d'endettement nets de Cogeco Câble. Les charges financières devraient se chiffrer à 125 millions $, ce qui représente une baisse de 5 millions $, ou 3,8 %, en raison de la réduction du niveau d'endettement. Finalement, le bénéfice de l'exercice devrait se chiffrer à environ 260 millions $, comparativement aux projections révisées de 210 millions $ pour l'exercice 2014.

Voici les projections financières préliminaires pour l'exercice 2015 :

(en millions de dollars, sauf les données relatives à la marge d'exploitation et à l'intensité du capital)	**Projections préliminaires Exercice 2015 $**	Projections révisées au 9 juillet 2014 Exercice 2014 $
Projections financières		
Produits	**2 030**	1 955
BAIIA ajusté	**925**	895
Marge d'exploitation	**45,6 %**	45,8 %
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**–**	4
Amortissements	**465**	470
Charges financières	**125**	130
Charge d'impôts exigibles	**100**	96
Bénéfice de l'exercice	**260**	210
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et autres actifs	**430**	425
Flux de trésorerie nets[(1)]	**270**	240
Intensité du capital	**21,2 %**	21,7 %

(1) Les flux de trésorerie nets correspondent au BAIIA ajusté, moins les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, les charges financières, la charge d'impôts exigibles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et autres actifs.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les IFRS. Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, de concert avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (« CPCI ») et du CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de COGECO est fondé sur les critères publiés dans la version mise à jour du rapport intitulé *Internal Control Integrated Framework* du *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission* publiée en mai 2013.

Après avoir évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 31 mai 2014, le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont conclu que, comme il est expliqué plus loin, le CIIF de Peer 1 Hosting présente une faiblesse importante. Une faiblesse importante survient lorsque le CIIF comporte une déficience ou une combinaison de déficiences faisant en sorte qu'il est raisonnablement possible qu'une inexactitude significative présente dans les états financiers consolidés annuels ou intermédiaires ne soit pas évitée ou détectée en temps opportun.

La filiale de la Société, Cogeco Câble, a acquis 96,57 % des actions émises et en circulation de Peer 1 Hosting le 31 janvier 2013, aux termes de l'offre publique faite par Cogeco Câble, par l'entremise de la filiale en propriété exclusive indirecte 0957926 B.C. LTD. Les actions restantes de Peer 1 Hosting ont été acquises le 3 avril 2013. Depuis l'acquisition, la direction travaille avec diligence pour achever son évaluation de la conception du CIIF de Peer 1 Hosting. En dépit de ses efforts, la direction n'a pas à ce jour achevé son évaluation. À la lumière des travaux liés à l'évaluation qu'elle a achevés jusqu'à maintenant, la direction a repéré certaines déficiences liées au CIIF de Peer 1 Hosting. Ces déficiences sont essentiellement liées aux processus de clôture des états financiers et à la séparation inadéquate des tâches liées à certains contrôles relatifs à l'accès aux systèmes d'information.

La direction a affecté des ressources supplémentaires en vue de l'évaluation du CIIF de Peer 1 Hosting et de son alignement sur les normes de conception de Cogeco Câble, d'ici l'année civile 2014, et a réalisé des progrès quant à la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures visant à combler les déficiences décrites précédemment. Plus particulièrement, la direction a mis en place plusieurs processus d'examen détaillé qui permettent une analyse plus précise. En outre, les droits d'accès ont été ajustés pour refléter la séparation exacte des tâches et une série de politiques d'entreprise ont été mises en œuvre dans le but de renforcer l'ensemble de l'environnement de contrôle de Peer 1 Hosting. À l'heure actuelle, la Société ne peut évaluer l'incidence éventuelle de toute autre déficience à l'égard de la conception qui pourrait être repérée dans le cadre de l'achèvement de l'évaluation du CIIF de Peer 1 Hosting.

Selon les travaux d'évaluation réalisés à ce jour, le chef de la direction et le chef de la direction financière sont d'avis que i) les documents intermédiaires de la Société pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014 ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important et n'omettent aucun fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite; et que ii) le rapport financier intermédiaire et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de COGECO pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014.

Peer 1 Hosting représente 10 % des produits, -16 % du bénéfice de la période, 15 % du total des actifs, 17 % des actifs courants, 15 % des actifs non courants, 6 % des passifs courants et 16 % des passifs non courants des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour la période de neuf mois close le 31 mai 2014.

INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée la Société figure dans le rapport annuel de 2013 disponible aux adresses www.sedar.com et www.cogeco.ca. À l'exception de ce qui est mentionné ci-dessous, il n'y a eu aucun changement important dans les incertitudes et les principaux facteurs de risque auxquels est exposée la Société depuis le 31 août 2013.

Le 24 octobre 2013, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a publié un avis d'invitation de radiodiffusion invitant les Canadiens à exprimer leur point de vue sur l'avenir du système de télévision au Canada. Les premières phases de l'instance publique liée à *Parlons télé* et la publication, par le gouvernement fédéral, le 11 novembre 2013, du décret C.P. 2013-1167 enjoignant au CRTC de présenter un rapport sur les possibilités pour les consommateurs canadiens de s'abonner à des services de télévision payante et spécialisée à la carte, ont mené à la publication, par le CRTC, le 24 avril 2014, de l'avis d'audience publique CRTC 2014-190 qui propose une nouvelle approche réglementaire en matière de radiodiffusion. S'il est adopté à l'issue de cette instance, le nouveau cadre réglementaire prévoirait notamment que les entreprises de distribution de radiodiffusion (les « EDR ») doivent offrir à leurs clients a) un petit service de base ne comprenant que les stations de télévision locales, les services obligatoires en vertu du paragraphe 9(1) (h) de la *Loi sur la radiodiffusion* ainsi que les services éducatifs provinciaux pertinents, la chaîne communautaire et le service de programmation législatif provincial du secteur desservi par l'EDR; et b) tous les autres services de programmation détenant une licence ou en étant exemptés et les services autres que canadiens à titre de services facultatifs selon une formule à la carte ou sur mesure. Les EDR pourraient toutefois continuer à offrir aux abonnés les services de programmation facultatifs en forfaits préassemblés comme elles le font actuellement. Ce nouveau cadre réglementaire aurait une incidence importante sur les services de distribution de radiodiffusion de Cogeco Câble et d'autres EDR, puisqu'il forcerait le retrait des réseaux de télévision américains conventionnels et de sports populaires, ainsi que d'autres services spécialisés du forfait de services de base, et exigerait la gestion des forfaits à la carte et sur mesure pour tous les services de programmation facultatifs. Le 27 juin 2014, Cogeco Câble a déposé une intervention exhaustive auprès du CRTC dans le cadre de cette instance et a demandé de participer à une audience publique qui sera tenue par le CRTC à compter du 8 septembre 2014. À l'heure actuelle, il est impossible de prédire l'issue de cette importante instance réglementaire, l'échéancier de sa mise en œuvre, ni son incidence sur les activités de distribution de radiodiffusion et sur les futures perspectives financières de Cogeco Câble.

Le 26 novembre 2013, Rogers Communications et la Ligue nationale de hockey (la « LNH ») ont annoncé la conclusion d'une entente globale de 12 ans visant tous les droits multimédias et de diffusion nationaux relatifs aux matchs de la LNH sur toutes les plateformes et dans toutes les langues au Canada, à compter de la saison 2014-2015. Rogers Communications a également annoncé qu'elle avait conclu des ententes de sous-traitance distinctes avec CBC et TVA visant les droits de diffusion en langue anglaise de *Hockey Night in Canada* et tous les droits multimédias nationaux en langue française, respectivement. Cogeco Câble a conclu des ententes pluriannuelles en ce qui concerne la distribution des services de programmation spécialisée Sportsnet et TVA Sports, lesquels comprennent les matchs de hockey de la LNH dans leur programmation respective. Les projections financières publiées par Cogeco Câble tiennent compte de ces ententes.

DÉVELOPPEMENTS FUTURS EN MATIÈRE DE COMPTABILITÉ AU CANADA

Un certain nombre de nouvelles normes, d'interprétations et de modifications des normes actuelles publiées par *l'International Accounting Standards Board* (l'« IASB ») sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 et ont été appliquées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

La Société a adopté la nouvelle norme comptable suivante le 1er septembre 2013. L'incidence de l'application de cette norme est décrite à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

- *Modifications d'IAS 19*, Avantages du personnel – La principale différence apportée par la norme modifiée est que le taux de rendement prévu à long terme des actifs du régime ne sera plus utilisé pour calculer les coûts des régimes de retraite à prestations déterminées. Les concepts de « coût financier » et de « rendement attendu des actifs du régime » pris en compte dans les coûts des régimes de retraite à prestations déterminées sont remplacés par le concept d'« intérêts nets », lesquels sont calculés par l'application du taux d'actualisation au passif net ou à l'actif net. Les intérêts nets tiennent compte de l'incidence de la variation des contributions et des versements de prestations sur le passif net ou l'actif net au titre des prestations déterminées au cours de la période.

La Société a également adopté les normes suivantes au 1er septembre 2013, lesquelles n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

- Modifications d'IFRS 7, *Instruments financiers : Information à fournir*
- IFRS 10, *États financiers consolidés*
- IFRS 12, *Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*
- IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*

MODIFICATIONS DES MÉTHODES ET DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Il n'y a eu aucun changement important dans les méthodes et dans les estimations comptables de COGECO de même que dans les prises de position comptable futures depuis le 31 août 2013. Une description des méthodes et des estimations comptables de la Société figure dans le rapport annuel de 2013, disponible aux adresses www.sedar.com et www.cogeco.ca.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non définies par les IFRS qu'utilise COGECO tout au long de ce rapport de gestion. Elle présente également un rapprochement de ces mesures financières non définies par les IFRS et des mesures financières les plus comparables définies par les IFRS. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures comprennent les « flux de trésorerie liés aux opérations », les « flux de trésorerie nets » et le « BAIIA ajusté ».

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS ET FLUX DE TRÉSORERIE NETS

La direction de COGECO et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie liés aux opérations pour évaluer les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, excluant l'incidence de la variation des activités d'exploitation sans effet de trésorerie, l'amortissement des frais de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme, les impôts sur le résultat versés, la charge d'impôts exigibles, les charges financières versées et les charges financières. Cette mesure permet à la Société d'isoler les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de l'incidence des décisions en matière de gestion de la trésorerie. Les flux de trésorerie liés aux opérations sont ensuite utilisés dans le calcul des « flux de trésorerie nets », une mesure non définie par les IFRS. La direction de COGECO et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie nets pour mesurer la capacité de celle-ci à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation constituent la mesure la plus comparable selon les IFRS. Le calcul des flux de trésorerie liés aux opérations est présenté ci-dessous :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 mai 2014	31 mai 2013 [1]	**31 mai 2014**	31 mai 2013 [1]
(en milliers de dollars)	**$**	$	**$**	$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**184 706**	167 641	**432 552**	318 731
Variation des activités d'exploitation sans effet de trésorerie	**(13 340)**	5 443	**82 379**	80 194
Amortissement des frais de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**2 007**	3 520	**5 856**	7 237
Impôts sur le résultat versés	**16 672**	17 031	**55 888**	79 490
Charge d'impôts exigibles	**(23 693)**	(27 563)	**(72 378)**	(76 227)
Charges financières versées	**44 210**	28 876	**107 316**	75 271
Charges financières	**(34 071)**	(36 776)	**(102 485)**	(84 899)
Flux de trésorerie liés aux opérations	**176 491**	158 172	**509 128**	399 797

(1) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Le calcul des flux de trésorerie nets est présenté ci-dessous :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 mai 2014	31 mai 2013 [1]	**31 mai 2014**	31 mai 2013 [1]
(en milliers de dollars)	**$**	$	**$**	$
Flux de trésorerie liés aux opérations	**176 491**	158 172	**509 128**	399 797
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(80 017)**	(108 976)	**(239 865)**	(289 016)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	**(4 943)**	(4 516)	**(13 672)**	(13 650)
Flux de trésorerie nets	**91 531**	44 680	**255 591**	97 131

(1) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

BAIIA AJUSTÉ

La direction de COGECO et les investisseurs utilisent le BAIIA ajusté afin d'évaluer la capacité de la Société à saisir les occasions de croissance de façon rentable, à financer ses activités courantes et à assurer le service de sa dette. Le BAIIA ajusté correspond essentiellement aux flux de trésorerie liés aux opérations excluant l'incidence de la structure du capital choisie et il compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière.

La mesure financière la plus comparable selon les IFRS est le bénéfice de la période. Le BAIIA ajusté se calcule de la façon suivante :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 mai 2014	31 mai 2013 [1]	**31 mai 2014**	31 mai 2013 [1]
(en milliers de dollars)	**$**	$	**$**	$
Bénéfice de la période	**35 635**	49 995	**150 941**	146 051
Impôts sur le résultat	**9 068**	19 080	**39 052**	53 341
Charges financières	**34 071**	36 776	**102 485**	84 899
Perte de valeur au titre des immobilisations corporelles	**32 197**	–	**32 197**	–
Amortissements	**118 926**	112 867	**350 475**	272 831
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**3 186**	2 160	**3 780**	16 912
BAIIA ajusté	**233 083**	220 878	**678 930**	574 034

(1) Les données comparatives ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos les	**31 mai**		28 février		30 novembre		31 août	
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	**2014**	2013 [2]	**2014**	2013 [2]	**2013**	2012 [2]	2013 [2]	2012
	$	$	**$**	$	**$**	$	$	$
Produits	**536 067**	504 434	**518 477**	458 501	**516 971**	366 608	504 714	356 685
BAIIA ajusté	**233 083**	220 878	**221 807**	196 272	**224 040**	156 884	224 608	163 617
Perte de valeur au titre des immobilisations corporelles	**32 197**	–	**–**	–	**–**	–	–	–
Impôts sur le résultat	**9 068**	19 080	**14 147**	15 089	**15 837**	19 172	10 374	33 625
Bénéfice de la période	**35 635**	49 995	**58 467**	48 950	**56 839**	47 106	43 770	44 900
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**11 469**	17 185	**17 391**	14 676	**23 055**	18 530	13 869	13 889
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**184 706**	167 641	**187 611**	157 095	**60 235**	(6 005)	233 464	203 193
Flux de trésorerie liés aux opérations	**176 491**	158 172	**173 415**	140 124	**159 222**	101 501	162 138	119 612
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et autres actifs	**84 960**	113 492	**81 997**	106 019	**86 580**	83 155	108 756	124 638
Flux de trésorerie nets	**91 531**	44 680	**91 418**	34 105	**72 642**	18 346	53 382	(5 026)
Bénéfice par action[1]								
De base	**0,69**	1,03	**1,04**	0,88	**1,38**	1,11	0,83	0,83
Dilué	**0,68**	1,02	**1,03**	0,87	**1,37**	1,10	0,82	0,83

(1) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote

(2) Ces données ont été ajustées pour se conformer à l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel.*

SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de COGECO ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est du secteur de la câblodistribution, le nombre de clients du service de Télévision et du service d'IHV est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Câble offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi que dans la région de la Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud et au Maryland/Delaware, aux États-Unis. En ce qui concerne les États-Unis, la région de Miami est également assujettie à des variations saisonnières attribuables aux résidents qui passent l'hiver à Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Ce rapport de gestion a été préparé le 9 juillet 2014. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Le président du conseil,

/s/ Jan Peeters
Jan Peeters

Le président et chef de la direction,

/s/ Louis Audet
Louis Audet

COGECO inc.
Montréal (Québec)
Le 9 juillet 2014



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014

COGECO INC.
COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE RÉSULTAT
(non audité)

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2014	2013	**2014**	2013
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)	**$**	$	**$**	$
		(retraité, note 2)		(retraité, note 2)
Produits	**536 067**	504 434	**1 571 515**	1 329 543
Charges opérationnelles (note 5)	**302 984**	283 556	**892 585**	755 509
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**3 186**	2 160	**3 780**	16 912
Amortissements (note 6)	**118 926**	112 867	**350 475**	272 831
Perte de valeur au titre des immobilisations corporelles (note 7)	**32 197**	—	**32 197**	—
Charges financières (note 8)	**34 071**	36 776	**102 485**	84 899
Impôts sur le résultat (note 9)	**9 068**	19 080	**39 052**	53 341
Bénéfice de la période	**35 635**	49 995	**150 941**	146 051
Bénéfice de la période attribuable aux:				
Propriétaires de la Société	**11 469**	17 185	**51 915**	50 391
Participants sans contrôle	**24 166**	32 810	**99 026**	95 660
	35 635	49 995	**150 941**	146 051
Bénéfice par action (note 10)				
De base	**0,69**	1,03	**3,10**	3,01
Dilué	**0,68**	1,02	**3,08**	2,99

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2014	2013	**2014**	2013
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
		(retraité, note 2)		(retraité, note 2)
Bénéfice de la période	**35 635**	49 995	**150 941**	146 051
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)				
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net				
Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	**(4 919)**	1 343	**5 324**	9 288
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture reclassés à titre de charges financières	**4 408**	(1 026)	**(5 928)**	(9 709)
Économie (charge) d'impôts sur le résultat liée aux ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie	**178**	(119)	**(120)**	(304)
	(333)	198	**(724)**	(725)
Ajustements au titre de l'écart de change				
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	**(14 392)**	2 394	**23 087**	31 487
Variation nette des ajustements latents à la conversion de la dette à long terme désignée comme éléments de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	**8 524**	(712)	**(13 234)**	(19 517)
	(5 868)	1 682	**9 853**	11 970
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net				
Ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées				
Réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations déterminées	**(200)**	5 530	**667**	7 599
Économie (charge) d'impôts sur le résultat liée aux ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées	**59**	(1 487)	**(172)**	(2 042)
	(141)	4 043	**495**	5 557
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale) de la période	**(6 342)**	5 923	**9 624**	16 802
Bénéfice global de la période	**29 293**	55 918	**160 565**	162 853
Bénéfice global de la période attribuable aux:				
Propriétaires de la Société	**9 291**	21 060	**54 948**	58 177
Participants sans contrôle	**20 002**	34 858	**105 617**	104 676
	29 293	55 918	**160 565**	162 853

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société					
(en milliers de dollars canadiens)	Capital social $ (note 12)	Réserve de rémunération fondée sur des actions $ (note 12)	Cumul des autres éléments du résultat global $ (note 13) (retraité note 3)	Bénéfices non distribués $ (retraité, note 2)	Capitaux propres attribuables aux participants sans contrôle $ (retraité note 3)	Total des capitaux propres $ (retraité, notes 2 et 3)
Solde au 31 août 2012	117 936	5 338	1 036	273 236	806 606	1 204 152
Bénéfice de la période	—	—	—	50 391	95 660	146 051
Autres éléments du bénéfice global de la période	—	—	3 613	4 173	9 016	16 802
Bénéfice global de la période	—	—	3 613	54 564	104 676	162 853
Rémunération fondée sur des actions	—	1 757	—	—	1 596	3 353
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participants sans contrôle	—	(81)	—	—	798	717
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	—	—	—	(1 050)	—	(1 050)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	—	—	—	(8 484)	(25 703)	(34 187)
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participants sans contrôle	—	—	—	(36)	36	—
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	(1 201)	—	—	—	—	(1 201)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	1 034	(1 041)	—	7	—	—
Acquisition par une filiale des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	—	—	—	—	(4 076)	(4 076)
Distribution par une filiale à des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	—	(457)	—	3	454	—
Participation sans contrôle acquise suite à un regroupement d'entreprises	—	—	—	—	16 962	16 962
Acquisition de participation sans contrôle	—	—	—	—	(17 424)	(17 424)
Total des apports et distributions aux actionnaires	(167)	178	—	(9 560)	(27 357)	(36 906)
Solde au 31 mai 2013	117 769	5 516	4 649	318 240	883 925	1 330 099
Solde au 31 août 2013	**117 769**	**6 007**	**6 177**	**326 952**	**911 311**	**1 368 216**
Bénéfice de la période	**—**	**—**	**—**	**51 915**	**99 026**	**150 941**
Autres éléments du bénéfice global de la période	**—**	**—**	**2 925**	**108**	**6 591**	**9 624**
Bénéfice global de la période	**—**	**—**	**2 925**	**52 023**	**105 617**	**160 565**
Rémunération fondée sur des actions	**—**	**2 628**	**—**	**—**	**2 936**	**5 564**
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participants sans contrôle	**—**	**(489)**	**—**	**—**	**5 470**	**4 981**
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	**—**	**—**	**—**	**(1 216)**	**—**	**(1 216)**
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	**—**	**—**	**—**	**(9 846)**	**(29 738)**	**(39 584)**
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participants sans contrôle	**—**	**—**	**—**	**131**	**(131)**	**—**
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**(1 941)**	**—**	**—**	**—**	**—**	**(1 941)**
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**1 629**	**(1 543)**	**—**	**(86)**	**—**	**—**
Acquisition par une filiale des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**—**	**—**	**—**	**—**	**(6 934)**	**(6 934)**
Distribution par une filiale à des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives	**—**	**(1 010)**	**—**	**9**	**1 001**	**—**
Total des apports et distributions aux actionnaires	**(312)**	**(414)**	**—**	**(11 008)**	**(27 396)**	**(39 130)**
Solde au 31 mai 2014	**117 457**	**5 593**	**9 102**	**367 967**	**989 532**	**1 489 651**

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	**31 mai 2014** **$**	31 août 2013 $ (retraité, notes 2 et 3)
Actif		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**30 526**	43 793
Créances clients et autres débiteurs (note 16 A))	**132 659**	118 312
Impôts sur le résultat à recevoir	**24 465**	18 372
Charges payées d'avance et autres	**18 045**	14 182
	205 695	194 659
Actifs non courants		
Autres actifs	**10 037**	11 046
Immobilisations corporelles	**1 794 227**	1 874 866
Immobilisations incorporelles	**1 994 599**	2 002 677
Goodwill	**1 257 618**	1 228 356
Instruments financiers dérivés	**6 157**	833
Actifs d'impôts différés	**139 441**	141 398
	5 407 774	5 453 835
Passif et capitaux propres		
Passif		
Passifs courants		
Endettement bancaire	**13 217**	13 166
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**210 163**	294 014
Provisions	**17 617**	12 800
Passifs d'impôts sur le résultat	**45 608**	23 924
Produits différés et perçus d'avance	**57 015**	56 656
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises, au taux préférentiel bancaire majoré de 1 %	**2 000**	2 000
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 11)	**24 994**	15 216
	370 614	417 776
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 11)	**2 893 555**	2 984 740
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs	**25 441**	21 287
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel	**16 739**	21 459
Passifs d'impôts différés	**611 774**	640 357
	3 918 123	4 085 619
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société		
Capital social (note 12)	**117 457**	117 769
Réserve de rémunération fondée sur des actions	**5 593**	6 007
Cumul des autres éléments du résultat global (note 13)	**9 102**	6 177
Bénéfices non distribués	**367 967**	326 952
	500 119	456 905
Participation sans contrôle	**989 532**	911 311
	1 489 651	1 368 216
	5 407 774	5 453 835

COGECO INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2014	2013	**2014**	2013
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
		(retraité, note 2)		(retraité, note 2)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice de la période	**35 635**	49 995	**150 941**	146 051
Ajustements au titre des éléments suivants :				
Amortissements (note 6)	**118 926**	112 867	**350 475**	272 831
Perte de valeur au titre des immobilisations corporelles (note 7)	**32 197**	—	**32 197**	—
Charges financières (note 8)	**34 071**	36 776	**102 485**	84 899
Impôts sur le résultat (note 9)	**9 068**	19 080	**39 052**	53 341
Rémunération fondée sur des actions (note 11)	**2 763**	1 693	**7 166**	4 149
Perte à la cession et radiation d'immobilisations corporelles	**770**	13	**2 065**	1 837
Contributions au titre des régimes de retraite à prestations déterminées, déduction faite de la charge	**(1 182)**	(1 433)	**(6 246)**	(9 184)
Autres	**—**	—	**—**	(238)
	232 248	218 991	**678 135**	553 686
Variations des activités d'exploitation sans effet de trésorerie (note 14)	**13 340**	(5 443)	**(82 379)**	(80 194)
Impôts sur le résultat versés	**(16 672)**	(17 031)	**(55 888)**	(79 490)
Charges financières versées	**(44 210)**	(28 876)	**(107 316)**	(75 271)
	184 706	167 641	**432 552**	318 731
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(80 017)**	(108 976)	**(239 865)**	(289 016)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	**(4 943)**	(4 516)	**(13 672)**	(13 650)
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis (note 3)	**—**	(22 377)	**—**	(2 006 129)
Autres	**25**	57	**605**	305
	(84 935)	(135 812)	**(252 932)**	(2 308 490)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire	**9 351**	(3 993)	**51**	(741)
Augmentation nette (remboursement net) des facilités renouvelables	**(163 598)**	(305 691)	**(186 088)**	547 488
Émission de dette à long terme, déduction faite des escomptes et des frais de transaction	**48 670**	694 651	**48 670**	1 728 617
Remboursements de dette à long terme	**(4 819)**	(406 956)	**(10 870)**	(408 640)
Augmentation des frais de transaction différés	**—**	(1 960)	**(1 346)**	(4 317)
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	**—**	—	**—**	(10 525)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (note 12)	**(12)**	—	**(1 941)**	(1 201)
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	**(405)**	(350)	**(1 216)**	(1 050)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	**(3 298)**	(2 807)	**(9 846)**	(8 484)
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participants sans contrôle	**553**	130	**4 981**	717
Acquisition par une filiale des participants sans contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (note 12)	**—**	—	**(6 934)**	(4 076)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote payés par une filiale aux participants sans contrôle	**(9 924)**	(8 564)	**(29 738)**	(25 703)
	(123 482)	(35 540)	**(194 277)**	1 812 085
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	**(535)**	1 089	**1 390**	1 794
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	**(24 246)**	(2 622)	**(13 267)**	(175 880)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début	**54 772**	42 265	**43 793**	215 523
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin	**30 526**	39 643	**30 526**	39 643

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
31 mai 2014
(non audité)
(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

NATURE DES ACTIVITÉS

COGECO inc. (la « Société » ou la « Société mère ») est une société ouverte canadienne inscrite à la Bourse de Toronto (« TSX »). La Société offre, par l'entremise de ses filiales, des services de Télévision par câble, d'Internet haute vitesse (« IHV »), de Téléphonie, de technologie de l'information et d'infrastructure gérés et d'autres services de télécommunications fournis à ses clients résidentiels et commerciaux au Canada, aux États-Unis d'Amérique («États-Unis»), au Royaume-Uni et en France par l'intermédiaire de Cogeco Câble inc. («Cogeco Câble»), exerce des activités de radiodiffusion par l'intermédiaire de Cogeco Diffusion Acquisitions inc. («Cogeco Diffusion») et opère une entreprise spécialisée dans le domaine de l'affichage publicitaire dans les transports collectifs à travers Métromédia CMR Plus inc. («Métromédia») (voir note 4 pour une description détaillée des activités).

Le siège social de la Société est situé au 5, Place Ville Marie, bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 0B3.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire,* et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels de l'exercice 2013.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que la Société a adopté dans ses états financiers annuels consolidés de l'exercice 2013. Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers dérivés et les régimes de rémunération fondée sur des actions réglés en trésorerie, qui ont été comptabilisés à leur juste valeur et les passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel, qui ont été comptabilisés à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de COGECO inc.

Les résultats opérationnels pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que le nombre de clients du service de Télévision par câble et du service IHV du secteur de la câblodistribution est généralement plus faible au second semestre de l'exercice, en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire au Canada, et aux États-Unis, en raison des résidents qui passent l'hiver dans la région de Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de COGECO inc. lors de la réunion tenue le 9 juillet 2014.

2. DÉVELOPPEMENTS AU SUJET DES CONVENTIONS COMPTABLES

Tel que décrit à la note 3 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 août 2013, les normes suivantes publiées par l'*International Accounting Standard Board* (l'« IASB ») ont été adoptées par la Société le 1er septembre 2013 et, sauf sur indication contraire, n'ont pas d'impact sur la performance financière de la Société:

- Modifications de l'IFRS 7, *Instruments financiers: information à fournir*
- IFRS 10, *États financiers consolidés*
- IFRS 12, *Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*
- IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*
- Modifications d'IAS 19 , *Avantages du personnel:* Relativement aux conventions comptables utilisées avant l'exercice 2014, pour les pratiques en matière de présentation et d'information à fournir, la principale différence résultant de la norme modifiée qui a un impact sur la Société est que le taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes ne sera plus utilisé pour calculer les charges au titre des régimes à prestations déterminées. Les notions d'«intérêts débiteurs» et de «rendement prévu des actifs des régimes» sont remplacés par la notion d'«intérêt net». L'intérêt net des régimes de retraite à prestations déterminées est le produit du surplus (déficit) des régimes multiplié par le taux d'actualisation. La norme modifiée ne prescrit pas dans les comptes consolidés de résultat la classification de la présentation du montant d'intérêt net des régimes de retraite à prestations déterminées. La Société a choisi d'inclure le montant d'intérêt ou de revenu net des régimes de retraite à prestations déterminées dans les charges financières.

  L'écart entre le taux de rendement réel des actifs des régimes à prestations déterminées et le taux d'actualisation et l'incidence du plafond relatif aux actifs des régimes à prestations déterminées, le cas échéant, sont présentés dans les autres éléments du résultat global comme une réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations déterminées.

La norme modifiée a été appliquée rétrospectivement pour les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés. L'impact sur le bénéfice et les autres éléments du bénéfice global est le suivant:

	Trois mois clos le 31 mai 2013		
	Précédemment présenté	Incidence d'IAS 19 modifiée	Actuellement présenté
	$	$	$
Charges opérationnelles			
Salaires, avantages du personnel et services impartis	96 811	(304)	96 507
Charges financières	36 487	289	36 776
Impôts sur le résultat	19 076	4	19 080
Benéfice de la période	49 984	11	49 995
Autres éléments du bénéfice global			
Réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations déterminées	5 461	69	5 530
Charge d'impôts sur le résultat liée aux ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées	(1 469)	(18)	(1 487)
Bénéfice par action			
De base	1,02	—	1,03
Dilué	1,02	—	1,02

	Neuf mois clos le 31 mai 2013		
	Précédemment présenté	Incidence d'IAS 19 modifiée	Actuellement présenté
	$	$	$
Charges opérationnelles			
Salaires, avantages du personnel et services impartis	256 093	(912)	255 181
Charges financières	84 032	867	84 899
Impôts sur le résultat	53 329	12	53 341
Benéfice de la période	146 018	33	146 051
Autres éléments du bénéfice global			
Réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations déterminées	7 392	207	7 599
Charge d'impôts sur le résultat liée aux ajustements actuariels sur les régimes de retraite à prestations déterminées	(1 988)	(54)	(2 042)
Bénéfice par action			
De base	3,01	—	3,01
Dilué	2,99	—	2,99

L'impact sur les bénéfices non distribués est le suivant:

	Précédemment présenté	Incidence d'IAS 19 modifiée	Actuellement présenté
	$	$	$
Bénéfices non distribués au 31 août 2012	273 489	(253)	273 236
Bénéfices non distribués au 31 août 2013	326 964	(12)	326 952

3. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES EN 2013

Le 30 novembre 2012, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a conclu l'acquisition de toutes les actions en circulation d'Atlantic Broadband, un câblodistributeur indépendant fondée en 2003 et qui comptait près de 485 000 unités de service primaire et offrant des services de Télévision numérique et analogique, d'IHV et de Téléphonie. Cette acquisition est un intéressant point d'entrée sur le marché américain, offrant une augmentation significative des unités de service primaire à fort potentiel de croissance, un excellent réseau d'infrastructure de qualité ainsi que la possibilité pour les dirigeants de la Société de faire bénéficier de leur savoir-faire et de leur expérience opérationnelle. La transaction, qui est évaluée à 1,36 milliard $ US, a été financée au moyen d'une combinaison d'espèces, d'un prélèvement sur le crédit à terme renouvelable existant de la Société d'un montant approximatif de 588 millions $ US et d'emprunts totalisant 660 millions $ US aux termes d'un nouveau financement garanti sans recours d'Atlantic Broadband. Atlantic Broadband exploite des réseaux de câblodistribution dans l'ouest de la Pennsylvanie, au sud de la Floride, au Maryland/Delaware et en Caroline du Sud.

Le 31 janvier 2013, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a conclu l'acquisition d'approximativement 96,57 % des actions émises et en circulation, de Peer 1 Network Enterprises, Inc. ("Peer 1 Hosting"). La transaction d'une valeur d'environ 649 millions $ a été financé au moyen de nouveaux crédits renouvelables garantis d'un montant d'environ 250 millions $ ainsi que de nouvelles facilités de crédits à terme garanties d'un montant d'environ 400 millions $ ayant tous les deux une échéance de quatre ans. Le 3 avril 2013, Cogeco Câble a conclu l'acquisition des 3,43 % d'actions émises et en circulation restantes de Peer 1 Hosting pour une contrepartie en trésorerie de 17 millions $, conformément aux dispositions en matière d'acquisition forcée de l'article 300 de la *Business Corporations Act* («Colombie-Britannique»). Peer 1 Hosting est l'un des premiers fournisseurs d'infrastructure Internet au monde et se spécialise dans les domaines de l'hébergement géré, des serveurs attitrés, des services d'informatique en nuage et de la co-implantation. Cette acquisition renforce la zone de couverture de Cogeco Câble et valorise ses initiatives stratégiques par l'augmentation de la portée de l'entreprise dans un secteur attrayant qui offre des perspectives de croissance importantes pour des plateformes de centres de données informatiques à la fine pointe de la technologie. Cogeco Câble pourra également desservir des entreprises supplémentaires à l'échelle mondiale grâce à 20 centres de données informatiques et à 56 points de présence partout en Amérique du Nord et en Europe. Le centre de réseau principal et siège social de Peer 1 Hosting sont situés à Vancouver, Canada.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, Cogeco Câble a finalisé la répartition du prix d'achat de l'acquisition d'Atlantic Broadband, qui est demeurée inchangée de celle présentée dans les états financiers annuels consolidés de l'exercice 2013. De plus, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, Cogeco Câble a finalisé la répartition du prix d'achat de l'acquisition de Peer 1 Hosting.

La répartition finale du prix d'achat d'Atantic Broadband et de Peer 1 Hosting sont comme suit:

	Peer 1 Hosting Répartition final $	Atlantic Broadband Répartition final $	TOTAL Répartition final $
Contrepartie			
Payée			
Achat d'actions	**494 796**	**337 779**	**832 575**
Ajustements du fonds de roulement	**—**	**5 415**	**5 415**
Remboursement des dettes garanties et règlement des options en circulation	**170 872**	**1 021 854**	**1 192 726**
	665 668	**1 365 048**	**2 030 716**
Actifs net acquis			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**10 840**	**5 480**	**16 320**
Trésorerie soumise à des restrictions	**8 729**	**—**	**8 729**
Créances clients et autres débiteurs	**12 772**	**12 012**	**24 784**
Charges payées d'avance et autres	**3 855**	**1 370**	**5 225**
Impôts sur le résultat à recevoir	**2 797**	**3 907**	**6 704**
Autres actifs	**2 462**	**—**	**2 462**
Immobilisations corporelles	**150 013**	**302 211**	**452 224**
Immobilisations incorporelles	**144 231**	**711 418**	**855 649**
Goodwill	**410 454**	**522 215**	**932 669**
Actifs d'impôts différés	**8 872**	**98 592**	**107 464**
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	**(26 512)**	**(27 620)**	**(54 132)**
Provisions	**—**	**(721)**	**(721)**
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs pris en charge	**(3 388)**	**(7 697)**	**(11 085)**
Dette à long terme prise en charge	**(1 735)**	**—**	**(1 735)**
Passifs d'impôts différés	**(57 722)**	**(256 119)**	**(313 841)**
	665 668	**1 365 048**	**2 030 716**

La finalisation de la répartition du prix d'achat de Peer 1 Hosting lors du deuxième trimestre clos le 28 février 2014 n'a pas eu d'incidence sur les comptes de résultat et l'état du résultat global pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2013 alors que l'incidence sur l'état de la situation financière au 31 août 2013 est la suivante:

	Présenté précédemment $	Ajustements $	Actuellement présenté $
Impôts sur le résultat à recevoir	17 714	658	18 372
Immobilisations incorporelles	2 003 581	(904)	2 002 677
Goodwill	1 231 140	(2 784)	1 228 356
Actifs d'impôts différés	137 046	4 352	141 398
Passifs d'impôts différés	637 883	2 474	640 357
Cumul des autres éléments du résultat global	6 545	(368)	6 177
Participation sans contrôle	912 095	(784)	911 311

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice de la période de la Société est présenté en deux secteurs opérationnels: les activités liées au service de câblodistribution et les autres activités.

Le secteur des activités liées au service de câblodistribution fournit, principalement à une clientèle résidentielle une vaste gamme de services de Télévision, de services IHV et de Téléphonie. Le secteur des services de câblodistribution offre également aux petites et moyennes entreprises des solutions d'affaires, ce qui comprend des services de réseautage de données, d'Ethernet, d'hébergement Web, d'accès IHV et de voix sur IP. Ce secteur fournit aussi par le biais de ses centres de données informatiques, des services de co-implantation, des services d'hébergement gérés et dédiés, des services de techonologie de l'informatique gérés, des services d'informatique en nuage et des services de connectivité aux petites, moyennes et grandes entreprises et à la clientèle du secteur public par l'entremise de ses réseaux optiques.

Le secteur autres inclut les activités de la radiodiffusion, de la représentation spécialisée dans le domaine de l'affichage publicitaire dans les transports collectifs et du siège social, ainsi que les éliminations intersectorielles.

Les activités liées aux secteurs des services de câblodistribution sont exercées au Canada, aux États-Unis et en Europe principalement au Royaume-Uni, et les activités du secteur autres sont exercées au Canada.

La Société évalue le rendement de chaque secteur selon le bénéfice par secteur. Les transactions intersectorielles sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

					Trois mois clos le 31 mai	
	Câblodistribution		**Autres**		**Consolidé**	
	2014	2013	**2014**	2013	**2014**	2013
	$	$	**$**	$	**$**	$
		(retraité, note 2)		(retraité, note 2)		(retraité, note 2)
Produits[1]	**496 448**	464 497	**39 619**	39 937	**536 067**	504 434
Charges opérationnelles	**267 059**	249 315	**35 925**	34 241	**302 984**	283 556
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**3 186**	2 101	**—**	59	**3 186**	2 160
Amortissements	**117 653**	111 445	**1 273**	1 422	**118 926**	112 867
Perte de valeur au titre des immobilisations corporelles	**32 197**	—	**—**	—	**32 197**	—
Charges financières	**32 038**	35 146	**2 033**	1 630	**34 071**	36 776
Impôts sur le résultat	**8 801**	18 411	**267**	669	**9 068**	19 080
Bénéfice de la période	**35 514**	48 079	**121**	1 916	**35 635**	49 995
Acquisition d'immobilisations corporelles	**79 509**	108 325	**508**	651	**80 017**	108 976
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	**4 943**	4 516	**—**	—	**4 943**	4 516

(1) Pour la période de trois mois close le 31 mai 2014, les produits par marché géographique comprennent 396 172 $ au Canada (381 388 $ en 2013), 129 833 $ aux États-Unis (115 931 $ en 2013) et 10 062 $ en Europe (7 115 $ en 2013).

	Neuf mois clos le 31 mai					
	Câblodistribution		**Autres**		**Consolidé**	
	2014	2013	**2014**	2013	**2014**	2013
	$	$	**$**	$	**$**	$
		(retraité, notes 2 et 3)		(retraité, note 2)		(retraité, notes 2 et 3)
Produits[1]	**1 457 436**	1 222 080	**114 079**	107 463	**1 571 515**	1 329 543
Charges opérationnelles	**785 235**	654 327	**107 350**	101 182	**892 585**	755 509
Honoraires de gestion - COGECO inc.	**9 674**	9 569	**(9 674)**	(9 569)	**—**	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**3 780**	16 865	**—**	47	**3 780**	16 912
Amortissements	**346 540**	268 611	**3 935**	4 220	**350 475**	272 831
Perte de valeur au titre des immobilisations corporelles	**32 197**	—	**—**	—	**32 197**	—
Charges financières	**97 505**	80 068	**4 980**	4 831	**102 485**	84 899
Impôts sur le résultat	**36 912**	51 615	**2 140**	1 726	**39 052**	53 341
Bénéfice de la période	**145 593**	141 025	**5 348**	5 026	**150 941**	146 051
Total de l'actif[2]	**5 206 189**	5 254 419	**201 585**	199 416	**5 407 774**	5 453 835
Immobilisations corporelles[2]	**1 773 325**	1 854 155	**20 902**	20 711	**1 794 227**	1 874 866
Immobilisations incorporelles[2]	**1 902 947**	1 910 089	**91 652**	92 588	**1 994 599**	2 002 677
Goodwill[2]	**1 218 493**	1 189 231	**39 125**	39 125	**1 257 618**	1 228 356
Acquisition d'immobilisations corporelles	**236 675**	286 457	**3 190**	2 559	**239 865**	289 016
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	**13 672**	13 650	**—**	—	**13 672**	13 650

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2014, les produits par marché géographique comprennent 1 167 506 $ au Canada (1 110 256 $ en 2013), 376 042 $ aux États-Unis (209 851 $ en 2013) et 27 967 $ en Europe (9 436 $ en 2013).

(2) Aux 31 mai 2014 et 31 août 2013.

Le tableau suivant présente certaines données aux 31 mai 2014 et 31 août 2013 :

	Au 31 mai 2014			
	Canada	**États-Unis**	**Europe**	**Total**
	$	**$**	**$**	**$**
Immobilisations corporelles	**1 347 276**	**392 988**	**53 963**	**1 794 227**
Immobilisations incorporelles	**1 174 486**	**808 260**	**11 853**	**1 994 599**
Goodwill	**372 835**	**832 938**	**51 845**	**1 257 618**

	Au 31 août 2013			
	Canada	États-Unis	Europe	Total
	$	$	$	$
	(retraité, note 3)	(retraité, note 3)	(retraité, note 3)	(retraité, note 3)
Immobilisations corporelles	1 430 471	394 359	50 036	1 874 866
Immobilisations incorporelles	1 186 613	804 034	12 030	2 002 677
Goodwill	372 835	808 968	46 553	1 228 356

5. CHARGES OPÉRATIONNELLES

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2014	2013	**2014**	2013
	$	$	**$**	$
		(retraité, note 2)		(retraité, note 2)
Salaires, avantages du personnel et services impartis	**103 999**	96 507	**302 680**	255 181
Coûts de prestations de service[1]	**148 808**	141 135	**445 907**	373 739
Coûts liés aux clients[2]	**20 891**	20 713	**60 415**	54 764
Autres achats externes[3]	**29 286**	25 201	**83 583**	71 825
	302 984	283 556	**892 585**	755 509

(1) Comprend le coût des équipements vendus, les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres entreprises de télécommunications, les dépenses liées aux centres informatiques, les frais de franchise et les coûts de réseau.
(2) Comprend les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les créances irrécouvrables et les frais de recouvrement.
(3) Comprend les frais de bureau relatifs aux immeubles, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») et d'autres frais d'administration.

6. AMORTISSEMENTS

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2014	2013	**2014**	2013
	$	$	**$**	$
Immobilisations corporelles	**103 209**	96 622	**302 775**	237 990
Immobilisations incorporelles	**15 717**	16 245	**47 700**	34 841
	118 926	112 867	**350 475**	272 831

7. PERTE DE VALEUR AU TITRE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, la filiale indirecte de câblodistribution de la Société, Cogeco Câble Canada, a comptabilisé une perte de valeur de 32,2 millions $ au titre des immobilisations corporelles, des salaires et des coûts d'emprunt capitalisés à l'égard d'un projet de solution de télévision par protocole Internet (« IPTV ») auquel les Services de câblodistribution canadiens ont travaillé. En raison de problèmes de performance inattendus relatifs au bon fonctionnement de la plateforme, Cogeco Câble Canada a dû mettre fin au projet. En date du 31 mai 2014, ces coûts n'étaient pas amortis.

8. CHARGES FINANCIÈRES

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2014	2013	**2014**	2013
	$	$	**$**	$
		(retraité, note 2)		(retraité, note 2)
Intérêts sur la dette à long terme	**33 304**	36 993	**99 293**	83 216
Pertes nettes (gains nets) de change	**(336)**	186	**(373)**	924
Amortissement des frais de transaction différés	**488**	(141)	**1 454**	1 038
Coûts d'emprunt capitalisés[1]	**(867)**	(995)	**(2 232)**	(2 792)
Autres	**1 482**	733	**4 343**	2 513
	34 071	36 776	**102 485**	84 899

(1) Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014, le taux d'intérêt moyen utilisé pour la capitalisation des coûts d'emprunt était de 4,5% (6% en 2013).

9. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2014	2013	**2014**	2013
	$	$	**$**	$
		(retraité, note 2)		(retraité, note 2)
Exigibles	**23 693**	27 563	**72 378**	76 227
Différés	**(14 625)**	(8 483)	**(33 326)**	(22 886)
	9 068	19 080	**39 052**	53 341

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôt sur le résultat fédéral et provinciaux réglementaires du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidée :

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2014	2013	**2014**	2013
	$	$	**$**	$
		(retraité, note 2)		(retraité, note 2)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**44 703**	69 075	**189 993**	199 392
Taux d'impôt canadien sur le résultat combiné	**25,81%**	25,47%	**26,62%**	26,60%
Charge d'impôts sur le résultat au taux d'impôt sur le résultat combiné	**11 537**	17 604	**50 576**	53 031
Ajustement lié aux pertes ou aux bénéfices assujettis à des taux d'impôt sur le résultat inférieurs ou supérieurs	**1 726**	3 191	**1 770**	2 798
Impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles	**1 368**	819	**103**	5 241
Incidences fiscales provenant des investissements dans des établissements à l'étranger	**(4 928)**	(3 501)	**(13 445)**	(6 908)
Variation de la provision pour moins-value	**—**	(961)	**—**	(2 203)
Autres	**(635)**	1 928	**48**	1 382
Charge d'impôts sur le résultat	**9 068**	19 080	**39 052**	53 341

10. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice par action de base et dilué :

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2014	2013	**2014**	2013
	$	$	**$**	$
		(retraité, note 2)		(retraité, note 2)
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**11 469**	17 185	**51 915**	50 391
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**16 729 177**	16 725 074	**16 729 701**	16 725 745
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	**102 646**	107 124	**103 475**	107 810
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**16 831 823**	16 832 198	**16 833 176**	16 833 555
Bénéfice par action				
De base	**0,69**	1,03	**3,10**	3,01
Dilué	**0,68**	1,02	**3,08**	2,99

11. DETTE À LONG TERME

	Échéance	Taux d'intérêt	**31 mai 2014**	31 août 2013
		%	$	$
Société mère				
Crédit à terme renouvelable [a]				
Emprunts renouvelables	Février 2018 [1]	2,83 [2]	**14 972**	72 891
Débentures non garanties	Novembre 2021	6,50	**34 734**	34 707
Billets non garantis de premier rang [a]	Mars 2020	6,00	**48 716**	—
Contrat de location-financement	Janvier 2017	3,23	**73**	93
Filiales				
Crédit à terme renouvelable [b]				
Facilité de crédit renouvelable du Canada				
Emprunt renouvelable - 244,5 millions $ US (206 millions $ US au 31 août 2013)	Janvier 2019	1,85 [2] [3]	**265 087**	216 918
Emprunts renouvelables	Janvier 2019	2,89 [2]	**104 801**	219 561
Emprunt renouvelable - 56 millions £	Janvier 2019	2,19 [2]	**101 769**	—
Facilités de crédit garanties [b]				
Facilité de crédit renouvelable				
Emprunt renouvelable – 52,2 millions £ au 31 août 2013	—	—	**—**	85 180
Emprunt renouvelable – 21,9 millions $ US au 31 août 2013	—	—	**—**	23 061
Facilité de crédit renouvelable du Royaume-Uni – 3,4 millions £ au 31 août 2013	—	—	**—**	5 548
Billets garantis de premier rang				
Série A – 190 millions $ US	Octobre 2015	7,00 [4]	**205 528**	199 349
Série B	Octobre 2018	7,60	**54 715**	54 672
Billets garantis de premier rang – 215 millions $ US	Juin 2025	4,30	**231 656**	224 872
Débentures garanties de premier rang série 2	Novembre 2020	5,15	**198 801**	198 686
Débentures garanties de premier rang série 3	Février 2022	4,93	**198 497**	198 379
Débentures garanties de premier rang série 4	Mai 2023	4,18	**297 180**	296 989
Débenture non garantie de premier rang	Mars 2018	5,94	**99 856**	99 829
Billets non garantis de premier rang – 400 millions $ US	Mai 2020	4,88	**426 886**	413 674
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme A - 184 millions $ US (190 millions $ US au 31 août 2013)	Novembre 2017	2,28 [2]	**195 522**	195 193
Facilité d'emprunt à terme B - 413,7 millions $ US (416,85 millions $ US au 31 août 2013)	Novembre 2019	3,25 [2]	**434 434**	423 528
Facilité de crédit renouvelable - 33 millions $ US au 31 août 2013	Novembre 2017	— [2]	**—**	34 749
Crédit à terme renouvelable				
Facilité de crédit renouvelable du Royaume-Uni – 2,3 millions £	Janvier 2019	2,20 [2]	**4 180**	—
Contrats de location-financement	Janvier 2015	3,27 [5]	**1 142**	2 077
			2 918 549	2 999 956
Moins : tranche à court terme			**24 994**	15 216
			2 893 555	2 984 740

(1) Le 20 décembre 2013, la Société a modifié la convention de son crédit à terme renouvelable pour lequel l'échéance a été prolongée d'une année supplémentaire jusqu'au 1er février 2018.
(2) Taux d'intérêt sur la dette, incluant la marge applicable.
(3) Les conventions d'échange de taux d'intérêt ont donné lieu à un taux d'intérêt effectif de 2,10% au 31 mai 2014, sur un montant notionnel de 200 millions $ US, incluant la marge applicable.
(4) Les conventions d'échange de devises croisées ont donné lieu à un taux d'intérêt effectif de 7,24% sur l'équivalent en dollars canadiens de la dette libellée en dollars américains.
(5) Moyenne pondérée des taux d'intérêts sur les contrats de location-financement.

a) Le 5 mars 2014, la Société a procédé, dans le cadre d'un placement privé, à l'émission de billets non garantis de premier rang d'un montant de 50 millions $, pour un produit net de 48,7 millions $, déduction faite des frais de transaction d'approximativement 1,3 million $. Ces billets non garantis portent intérêt au taux annuel de 6,00 %, payable semestriellement, et viennent à échéance le 5 mars 2020. La moitié des billets non garantis de premier rang sont solidairement garantis sous forme de dette de premier rang non garantie par ses filiales, à l'exception des filiales non restreintes. Le produit net des billets non garantis de premier rang a été affecté au remboursement d'une tranche de la facilité de crédit à terme renouvelable de la Société de 100 millions $. Cette facilité a par conséquent été réduite à 50 millions $.

b) Le 22 novembre 2013, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a modifié et mis à jour son crédit à terme renouvelable de 800 millions $ auprès d'un consortium de prêteurs. Ce crédit à terme renouvelable a été prolongé et viendra à échéance le 22 janvier 2019. L'échéance peut être prolongée annuellement. Les modifications ont donné lieu à une réduction de la marge applicable pour le calcul du taux d'intérêt ainsi qu'à une réduction des restrictions prévues dans certaines clauses restrictives. Le crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour a également remplacé les facilités de crédit garanties de Cogeco Câble dont l'échéance était le 27 janvier 2017, qui ont été entièrement remboursées le 22 novembre 2013. Ce crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour est composé de deux tranches: une première tranche canadienne d'un montant de 788 millions $ et une seconde tranche du Royaume-Uni d'un montant de 12 millions $. Cogeco Câble et Peer 1 (UK) Ltd. peuvent emprunter sous la tranche du Royaume-Uni. La tranche canadienne est offerte en dollars canadiens, en dollars américains, en euros et en livres sterling et les taux d'intérêt sont fondés sur le taux des acceptations bancaires, le taux de base en dollars américains, le taux LIBOR en dollars américains, en euros ou en livres sterling, plus la marge applicable. La tranche du Royaume-Uni est offerte en livres sterling et les taux d'intérêt sont fondés sur le taux de base en livres sterling et le taux LIBOR en livres sterling. Le crédit à terme renouvelable est garanti indirectement par une charge de premier rang, fixe et générale, et une sûreté sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de Cogeco Câble et de certaines de ses filiales. De plus, il prévoit certaines affectations autorisées, y compris les obligations relatives à l'achat de biens, les obligations capitalisées existantes et l'octroi de toute sûreté par une entité avant qu'elle ne devienne une filiale, sous réserve d'un montant maximal. Les dispositions relatives à ce crédit prévoient des limites quant aux opérations et aux activités de Cogeco Câble. De façon générale, les plus importantes restrictions visent les investissements autorisés, le versement de dividendes sur les actions à droits de vote multiples et sur les actions subalternes à droit de vote, ainsi que l'atteinte et le maintien de certains ratios financiers, principalement en ce qui a trait au bénéfice opérationnel avant amortissement, aux charges financières et au total de l'endettement.

12. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de premier et de second rang pouvant être émises en série, ne comportant aucun droit de vote, sauf tel qu'il est prévu par la loi ou par les statuts de la Société.

*Actions à droits de vote multiples, 2*0 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	31 mai 2014	31 août 2013
	$	$
1 842 860 multiple voting shares	**12**	12
14 989 338 subordinate voting shares	**121 976**	121 976
	121 988	121 988
102 846 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (107 124 au 31 août 2013)	**(4 531)**	(4 219)
	117 457	117 769

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2014, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		$
Solde au 31 août 2013	**107 124**	**4 219**
Actions subalternes à droit de vote acquises	**40 074**	**1 941**
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	**(44 352)**	**(1 629)**
Solde au 31 mai 2014	**102 846**	**4 531**

C) DIVIDENDES

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2014, des dividendes trimestriels de 0,22 $ l'action, pour un total de 0,66 $ l'action ont été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 11,1 millions $, comparativement à des dividendes trimestriels de 0,19 $ l'action, pour un total de 0,57 $ l'action, ou 9,5 millions $ pour la période de neuf mois close le 31 mai 2013.

D) RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société et sa filiale, Cogeco Câble inc., offrent à certains dirigeants un régime d'options sur actions qui est décrit dans les états financiers consolidés annuels de la Société. Au cours des périodes de neuf mois closes les 31 mai 2014 et 2013, aucune option d'achat d'action n'a été attribuée aux employés par COGECO inc. Sous le régime d'options sur actions de la Société, aucune option n'était en circulation au 31 mai 2014 et au 31 août 2013. Cependant, pour la période de neuf mois close le 31 mai 2014, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a attribué 311 650 options sur actions (207 142 en 2013) à un prix d'exercice de 50,10 $ à 58,12 $ (38,08 $ à 45,60 $ en 2013), dont 84 250 options sur actions (71 233 en 2013) ont été attribuées à des hauts dirigeants de COGECO inc. qui sont aussi des hauts dirigeants de Cogeco Câble inc. Les droits de ces options sont acquis par tranches égales sur une période de cinq ans débutant l'année suivant le jour de la date de l'attribution des options et sont exerçables sur une période de dix ans. Pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014, Cogeco Cable a facturé des montants de 124 000 $ et 286 000 $ (99 000 $ et 275 000 $ en 2013) à COGECO inc. relativement à ses options attribuées aux hauts dirigeants de COGECO inc. En conséquence, une charge de rémunération de 301 000 $ et 820 000 $ (200 000 $ et 549 000 $ en 2013) a été comptabilisée pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014.

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées par Cogeco Câble au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2014 était de 10,56 $ (7,77 $ en 2013) par option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution, pour les fins de détermination de la charge de rémunération fondée sur des actions au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2014	2013
	%	%
Taux de dividende attendu	**2,05**	2,60
Volatilité attendue	**24,87**	26,59
Taux d'intérêt sans risque	**1,87**	1,49
Durée prévue (en années)	**6,3**	6,2

En vertu du régime d'options sur actions de Cogeco Câble, les options suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 31 mai 2014:

	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
		$
En circulation au 31 août 2013	**725 093**	**37,14**
Attribuées	**311 650**	**50,12**
Exercées[(1)]	**(161 563)**	**30,83**
Annulées	**(77 824)**	**45,29**
En circulation au 31 mai 2014	**797 356**	**42,71**
Pouvant être exercées au 31 mai 2014	**297 899**	**36,83**

(1) Pour les options sur actions exercées pendant la période, le prix moyen pondéré de l'action était de $51.91.

La Société et sa filiale, Cogeco Câble inc., offrent également des régimes d'unités d'actions incitatives à l'intention de ses hauts dirigeants et de certains employés désignés, qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société. Au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2014, la Société et sa filiale ont attribué 40 074 (35 630 en 2013) et 137 071 (103 947 en 2013) unités d'actions incitatives, respectivement. La Société et sa filiale établissent la valeur de la rémunération liée aux unités d'actions incitatives attribuées en fonction de la juste valeur des actions subalternes à droit de vote à la date d'attribution, et une charge de rémunération est comptabilisée sur le délai d'acquisition des droits, soit trois ans moins un jour. Deux fiducies ont été créées pour acquérir ces actions sur le marché boursier afin de se couvrir contre les fluctuations du prix de l'action. La Société et sa filiale ont instruit les fiduciaires d'acheter 40 074 (35 630 en 2013) et 137 416 (101 047 en 2013) actions subalternes à droit de vote sur le marché boursier. Ces actions ont été achetées pour une contrepartie en trésorerie totalisant 1 941 000 $ (1 201 000 $ en 2013) et 6 934 000 $ (4 076 000 $ en 2013) et sont détenues en fiducie à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés soient complètement acquis. Ces fiducies, considérées comme des entités ad hoc, sont consolidées dans les états financiers consolidés de la Société, et la valeur des actions acquises est présentée en diminution du capital social ou de la participation sans contrôle à titre d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives. Une charge de rémunération de 1 703 000 $ et 4 744 000 $ (978 000 $ et 2 804 000 $ en 2013) a été comptabilisée au cours des périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014 relativement à ces régimes. Au cours des périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014, Cogeco Câble inc. a facturé des montants de 122 000 $ et 440 000 $ (117 000 $ et 336 000 $ en 2013) à COGECO inc. relativement aux unités d'actions incitatives de Cogeco Câble inc. attribuées aux hauts dirigeants de COGECO inc.

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives de la Société, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 31 mai 2014:

En circulation au 31 août 2013	**107 124**
Attribuées	**40 074**
Distribuées	**(44 352)**
En circulation au 31 mai 2014	**102 846**

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives de Cogeco Câble inc., les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 31 mai 2014 :

En circulation au 31 août 2013	**209 608**
Attribuées	**137 071**
Distribuées	**(73 171)**
Annulées	**(14 700)**
En circulation au 31 mai 2014	**258 808**

La Société et sa filiale, Cogeco Câble inc., offrent également aux membres des conseils d'administration des régime d'unités d'actions différées qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société. Pour la période de neuf mois close les 31 mai 2014, la Société et sa filiale ont émises respectivement 9 120 et 7 228 d'unités d'actions différées (8 139 et 5 573 en 2013) aux participants en rapport avec le régime d'unités d'actions différées. Une charge de rémunération de 759 000 $ et 1 602 000 $ (275 000 $ et 556 000 $ en 2013) a été comptabilisée pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 mai 2014 pour l'augmentation du passif, relativement à ce régime.

En vertu du régime d'unités d'actions différées de la Socitété, les unités d'actions différées suivantes ont été émises et étaient en circulation au 31 mai 2014:

En circulation au 31 août 2013	**30 854**
Émises	**9 120**
Équivalents de dividendes	**470**
En circulation au 31 mai 2014	**40 444**

En vertu du régime d'unités d'actions différées de Cogeco Câble inc., les unités d'actions différées suivantes ont été émises et étaient en circulation au 31 mai 2014:

En circulation au 31 août 2013	**23 745**
Émises	**7 228**
Équivalents de dividendes	**481**
En circulation au 31 mai 2014	**31 454**

13. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de converture de flux de trésorerie	Écarts de change	Total
	$	$	$
		(retraité, note 3)	(retraité, note 3)
Solde au 31 août 2012	1 005	31	1 036
Autres éléments du bénéfice (de la perte) global(e)	(232)	3 845	3 613
Solde au 31 mai 2013	773	3 876	4 649
Solde au 31 août 2013	**846**	**5 331**	**6 177**
Autres éléments du bénéfice (de la perte) global(e)	**(232)**	**3 157**	**2 925**
Solde au 31 mai 2014	**614**	**8 488**	**9 102**

14. TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

VARIATIONS DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SANS EFFET DE TRÉSORERIE

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2014	2013	**2014**	2013
	$	$	**$**	$
Créances clients et autres débiteurs	**(2 847)**	(3 835)	**(14 505)**	(6 942)
Charges payées d'avance et autres	**420**	(378)	**(3 773)**	427
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**13 339**	(3 862)	**(70 759)**	(80 722)
Provisions	**(768)**	122	**2 938**	(960)
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs	**3 196**	2 510	**3 720**	8 003
	13 340	(5 443)	**(82 379)**	(80 194)

15. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société et ses filiales offrent à leurs employés des régimes de retraite contributifs à prestations déterminées, des régimes de retraite à cotisations déterminées ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

La charge totale liée à ces régimes s'exprime comme suit :

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2014	2013	**2014**	2013
	$	$	**$**	$
		(retraité, note 2)		(retraité, note 2)
Comptabilisée dans les éléments suivants:				
Charges opérationnelles				
Salaires, avantages du personnel et services impartis				
Coûts des services rendus au cours de la période	**2 705**	2 598	**9 910**	7 989
Coûts des services passés	**—**	—	**565**	—
Charges financières				
Autres	**199**	289	**614**	867
	2 904	2 887	**11 089**	8 856

16. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DU RISQUE FINANCIER

La direction a pour objectif de protéger COGECO inc. et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière que la Société pourrait subir si un client ou une contrepartie à un actif financier ne s'acquittait pas de ses obligations contractuelles. La Société est exposée au risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux créances clients, dont l'exposition maximale est représentée par leurs valeurs comptables présentées dans l'état de la situation financière.

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés découle de la possibilité que les contreparties aux conventions d'échange de devises croisées et aux conventions d'échange de taux d'intérêts manquent à leurs obligations lorsque la juste valeur de ces conventions est favorable à la Société. La Société atténue ce risque en concluant des opérations avec des institutions financières dont la cote de crédit est égale ou supérieure à sa propre cote de crédit. La Société évalue la solvabilité des contreparties afin de réduire le risque de défaillance des contreparties dans le cadre de ces conventions. Au 31 mai 2014, la direction est d'avis que le risque de crédit lié à ses instruments financiers dérivés était minimal, étant donné que la cote de crédit la plus faible des contreparties à ces conventions est « A » selon les services de cote de *Standard & Poor* (« S&P ») et « AA (faible) » selon *Dominion Bond Rating Services* (« DBRS »).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements à court terme très liquides comme des fonds de marché monétaire. La Société a déposé la trésorerie et les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable. Au 31 mai 2014, la direction est d'avis que le risque de crédit pour ses investissements à court terme était minimal, étant donné que la cote de crédit de ces instruments est de « A-1+ » selon S&P.

La Société est également exposée au risque de crédit relativement à ses créances clients. Pour réduire ce risque, la Société assure un suivi constant de la situation financière de ses clients et examine le dossier de crédit et la solvabilité de chaque nouveau client important. Aux 31 mai 2014 et 31 août 2013, aucun client n'avait de solde représentant une part importante des créances clients consolidées de la Société. La Société établit une provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à chacun de ses clients en examinant des facteurs tels que le nombre de jours de retard sur le solde dû par le client, de même que l'historique de recouvrement du client. La Société est d'avis que sa provision pour créances douteuses suffit à couvrir le risque de crédit connexe auquel elle est exposée. La Société dispose de politiques en matière de crédit et a mis en place divers contrôles du crédit, notamment des vérifications de crédit, des avances et une facturation anticipée, et elle a établi des procédures afin de suspendre les services lorsque les clients ont atteint leur limite de crédit ou n'ont pas respecté les modalités de paiement établies. Puisque la clientèle de la Société est nombreuse et diversifiée et qu'elle est répartie dans ses territoires au Canada, aux États-Unis et en Europe, la concentration du risque de crédit n'est pas considérable.

Le tableau suivant détaille le solde des créances clients et autres débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses :

	31 mai 2014	31 août 2013
	$	$
Créances clients	**128 150**	112 018
Provision pour créances douteuses	**(7 782)**	(4 687)
	120 368	107 331
Autres débiteurs	**12 291**	10 981
	132 659	118 312

Les comptes clients en souffrance sont définis comme les montants impayés au-delà des modalités habituelles de crédit pour les clients concernés. Une portion importante des clients de la Société est facturée et paie avant que le service ne soit rendu. La Société considère les montants impayés à la date due comme comptes clients échus. Le tableau suivant détaille les soldes des créances clients échues de la Société, déduction faite de la provision pour créances douteuses aux 31 mai 2014 et 31 août 2013:

	31 mai 2014	31 août 2013
	$	$
Moins de 60 jours échus	**48 333**	44 161
60 à 90 jours échus	**4 948**	4 062
Plus de 90 jours échus	**5 833**	2 860
	59 114	51 083

Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme le risque que la Société soit incapable de respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité grâce à la gestion de sa structure du capital et à l'accès à différents marchés financiers. Elle gère également le risque de liquidité en assurant un suivi constant des flux de trésorerie réels et prévus afin de s'assurer qu'elle possède assez de liquidités pour satisfaire à ses obligations à leur échéance. Au 31 mai 2014, le montant disponible en vertu du crédit à terme renouvelable de la Société et du crédit à terme renouvelable de Cogeco Câble s'établissait à 356,7 millions $. La direction est d'avis que les crédits à terme renouvelables engagés, jusqu'à leurs échéances en février 2018 et janvier 2019, fourniront des liquidités suffisantes pour gérer les échéances de sa dette à long terme et permettront de combler les besoins en fonds de roulement. Deux filiales de Cogeco Câble bénéficient également d'une facilité de crédit renouvelable de 100 millions $ US reliée à son acquisition d'Atlantic Broandband, dont 99 millions $ US (107,3 millions $) était disponible au 31 mai 2014.

Le tableau suivant résume les échéances contractuelles des passifs financiers et les montants en capital connexes :

		Flux de trésorerie contractuels						
	Valeur comptable $	2014 $	2015 $	2016 $	2017 $	2018 $	Suivantes $	Total $
Endettement bancaire	**13 217**	**13 217**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**13 217**
Dettes fournisseurs et autres créditeurs[1]	**191 827**	**191 827**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**191 827**
Dette à long terme[2]	**2 917 334**	**4 391**	**27 322**	**240 475**	**35 779**	**231 878**	**2 411 999**	**2 951 844**
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	**2 000**	**2 000**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**2 000**
Autres passifs	**1 955**	**—**	**736**	**1 253**	**1 253**	**48**	**—**	**3 290**
Instruments financiers dérivés	**(6 157)**	**—**	**—**	**(4 123)**	**—**	**—**	**—**	**(4 123)**
Contrats de location-financement[3]	**1 215**	**349**	**842**	**28**	**12**	**—**	**—**	**1 231**
	3 121 391	**211 784**	**28 900**	**237 633**	**37 044**	**231 926**	**2 411 999**	**3 159 286**

(1) Excluant les intérêts courus.
(2) Montant en capital excluant les contrats de location-financement.
(3) Incluant les intérêts.

Le tableau suivant résume les intérêts payables sur la dette à long terme (excluant les intérêts sur les contrats de location-financement) qui sont dus au cours des cinq prochains exercices financiers et par la suite, en fonction du capital et des taux d'intérêt en vigueur des dettes existantes en date du 31 mai 2014 et de leurs échéances respectives :

	2014 $	2015 $	2016 $	2017 $	2018 $	Suivantes $	Total $
Paiements d'intérêts sur la dette à long terme	**17 515**	**123 557**	**115 494**	**107 336**	**104 370**	**272 936**	**741 208**
Encaissements d'intérêts sur les instruments financiers dérivés	**(81)**	**(14 718)**	**(7 210)**	**—**	**—**	**—**	**(22 009)**
Paiements d'intérêts sur les instruments financiers dérivés	**215**	**15 401**	**7 307**	**—**	**—**	**—**	**22 923**
	17 649	**124 240**	**115 591**	**107 336**	**104 370**	**272 936**	**742 122**

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à des instruments à taux fixe et à des instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur l'évaluation, le recouvrement et le remboursement de ces instruments. Au 31 mai 2014, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des crédits à terme renouvelables et des facilités de crédit de premier rang de la Société. Pour mitiger ce risque, Cogeco Câble a conclu le 22 juillet 2013 des conventions d'échange de taux d'intérêt afin de fixer le taux d'intérêt sur 200 millions $ US de ses prêts LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux variable LIBOR à un taux moyen fixe de 0,39625% de son crédit à terme renouvelable jusqu'au 25 juillet 2015. Cogeco Câble a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture des flux de trésorerie pour ces instruments financiers dérivés. La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une variation de 1% du taux d'intérêt applicable aux crédits à terme renouvelables et aux facilités de crédit de premier rang est d'approximativement 6,5 millions $ en fonction de la dette existante au 31 mai 2014.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change relativement à sa dette à long terme libellée en dollars américains qui n'est pas désignée comme instrument de couverture sur ces investissements en dollars US. Afin de réduire ce risque, la Société a établi des lignes directrices selon lesquelles des conventions d'échange de devises peuvent être utilisées pour établir les taux de change applicables à sa dette à long terme libellée en dollars américains. Toutes ces conventions sont utilisées exclusivement à des fins de couverture. Par conséquent, le

2 octobre 2008, la filiale de la Société, Cogeco Câble inc., a conclu des conventions d'échange de devises croisées en vue de fixer les paiements d'intérêt et de capital sur les billets garantis de premier rang, série A, de 190 millions $ US émis le 1er octobre 2008. Ces conventions ont eu pour effet de convertir le taux nominal annuel américain de 7,00 % en taux d'intérêt annuel moyen de 7,24 % en dollars canadiens. Le taux de change applicable au capital de la dette a été fixé à 1,0625 $. La Société a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture des flux de trésorerie pour ces instruments financiers dérivés. L'incidence d'une variation de 10% du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling ferait varier les charges financières d'approximativelment 5,8 millions $ en fonction de la dette existante au 31 mai 2014.

La Société est aussi exposée au risque de change en raison de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, de l'endettement bancaire et des dettes fournisseurs et autres créditeurs et provisions libellés en dollars américains, en euros ou en livres sterling. La Société est exposée au risque de change comme suit :

	31 mai 2014			31 août 2013		
	Dollar américain	**Euro**	**Livre sterling**	Dollar américain	Euro	Livre sterling
	$	**$**	**$**	$	$	$
Actifs (passifs) financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**—**	**353**	**265**	7 536	1 171	257
Créances clients et autres débiteurs	**2 449**	**—**	**—**	—	—	—
Endettement bancaire	**(508)**	**—**	**—**	—	—	—
Dettes fournisseurs et autres créditeurs et provisions	**(4 874)**	**(7 390)**	**—**	(16 554)	(6 933)	—
	(2 933)	**(7 037)**	**265**	(9 018)	(5 762)	257

Compte tenu de la nature à court terme de ces éléments, le risque lié aux fluctuations des taux de change est généralement négligeable. L'incidence d'une variation de 10 % des taux de change (dollar américain, euro et livre sterling) ferait varier les charges financières d'approximativement 1,0 million $.

De plus, les investissements de la Société dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Ce risque est réduit puisque la majeure partie des prix d'achats d'Atlantic Broadband et de Peer 1 Hosting ont été empruntés directement en dollars américains et en livres sterling. Au 31 mai 2014, les investissements pour Atlantic Broadband et Peer 1 Hosting s'élevaient à 1,1 milliard $ US et 62,7 millions £ alors que la dette à long terme à titre d'élément de couverture de ces investissements s'élevait à 859,5 millions $ US et à 56 millions £. Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains au 31 mai 2014 était de 1,0842 $ le dollar américain et à 1,8173 $ la livre sterling. L'incidence d'une variation de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier les autres éléments du résultat global d'approximativement 26,9 millions $.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant auquel des parties consentantes accepteraient d'échanger un instrument financier, déterminé en fonction du marché actuel pour des instruments présentant les mêmes risques, le même capital et la même durée restante. Les estimations de la juste valeur sont faites à un moment précis, en actualisant les flux de trésorerie prévus aux taux de dettes ayant les mêmes échéances et conditions. De par leur nature, elles sont subjectives et comportent des incertitudes et des éléments pour lesquels le jugement joue un rôle important et, par conséquent, elles ne peuvent être établies avec précision. En outre, l'impôt sur le résultat et les autres charges qui seraient engagés à la cession de ces instruments financiers ne sont pas pris en compte dans la juste valeur. Par conséquent, la juste valeur ne correspond pas nécessairement au montant net qui serait réalisé si ces instruments étaient réglés. La Société a déterminé la juste valeur de ses instruments financiers comme suit :

a) La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, de l'endettement bancaire et des dettes fournisseurs et autres créditeurs se rapproche de la juste valeur à cause de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

b) Les taux d'intérêt rattachés aux crédits à terme renouvelables et aux facilités de crédit de premier rang de la Société sont basés sur le taux des acceptations bancaires, le LIBOR, l'EURIBOR, le taux préférentiel ou le taux de base sur les prêts en dollars américains ou en livres sterling, plus la marge applicable. Conséquemment, la valeur comptable de ces facilités représente une estimation raisonnable de la juste valeur étant donné qu'elles comportent des conditions similaires à celles qui sont actuellement disponibles pour la Société.

c) La juste valeur des débentures garanties de premier rang séries 2, 3 et 4, des billets garantis de premier rang séries A et B, des billets garantis de premier rang, des billets non garantis de premier rang, de la débenture non garantie de premier rang et des débentures non garanties est basée sur la valeur de marché actuelle d'instruments financiers semblables.

d) La juste valeur des contrats de location-financement n'est pas significativement différente de leur valeur comptable.

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	31 mai 2014		31 août 2013	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
	$	**$**	$	$
Dette à long terme	**2 918 549**	**3 045 366**	2 999 956	3 039 908

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière doivent être classés à l'intérieur de trois niveaux de hiérarchie de juste valeur, qui sont :

- Niveau 1 : prix cotés (non rajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et
- Niveau 3 : données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La Société considère que ses instruments financiers dérivés sont classés au niveau 2 selon la hiérarchie de juste valeur. La juste valeur des instruments financiers dérivés est estimée en utilisant des modèles d'évaluation qui reflètent les flux de trésorerie futurs sur la durée contractuelle des instruments financiers dérivés et des données de marché observables, comme des courbes de taux d'intérêt ou de taux de conversion de devises.

B) GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, la Société a pour objectif de s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour combler les besoins de capitaux de ses diverses entreprises, y compris pour saisir les occasions de croissance. La Société gère la structure de son capital et fait des ajustements en fonction de la conjoncture économique générale, des risques inhérents aux actifs sous-jacents et de ses besoins en fonds de roulement. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouveaux titres d'emprunts, le remboursement des emprunts existants au moyen des flux de trésorerie provenant des opérations et le niveau des distributions aux actionnaires.

La structure du capital de la Société comprend les capitaux propres, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'endettement bancaire, la dette à long terme, le solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises et les actifs ou passifs liés aux instruments financiers dérivés.

Les dispositions relatives aux ententes de financement prévoient des limites quant aux opérations et aux activités de la Société. De façon générale, les plus importantes restrictions visent les investissements autorisés, le versement de dividendes sur les actions à droits de vote multiples et sur les actions subalternes à droit de vote, ainsi que le maintien de certains ratios financiers principalement en ce qui a trait au bénéfice opérationnel avant amortissements, aux charges financières et au total de l'endettement. Aux 31 mai 2014 et 31 août 2013, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société :

	31 mai 2014	31 août 2013
Endettement net de premier rang[1][2] / bénéfice opérationnel avant amortissements[3]	**2,3**	2,7
Endettement net[2][4] / bénéfice opérationnel avant amortissements[3]	**3,1**	3,4
Bénéfice opérationnel avant amortissements[3] / charges financières[3]	**6,3**	6,2

(1) L'endettement net de premier rang est défini comme le total de l'endettement bancaire, des paiements en capital sur la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des paiements en capital sur les débentures non garanties, la débenture non garantie de premier rang et les billets non garantis de premier rang.
(2) Excluant la trésorerie et équivalents de trésorerie d'Atlantic Broadband et de certaines filiales non-significatives non-restreintes ainsi que les facilités de crédit de premier rang sans recours.
(3) Calcul fondé sur le bénéfice opérationnel avant amortissements et sur les charges financières pour les périodes de douze mois closes le 31 mai 2014 et 31 août 2013 excluant Atlantic Broadband et certaines filiales non-significatives non-restreintes et incluant les résultats de Peer 1 Hosting pour la période de douze mois close le 31 mai 2014 et la période de sept mois close le 31 août 2013.
(4) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire, des paiements en capital sur la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

17. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 30 juin 2014, la filiale de Cogeco Câble, Atlantic Broadband, a modifié ses facilités de crédit de premier rang. Aux termes des modifications, un montant de 15 millions $ US de la facilité d'emprunt à terme A a été converti en une facilité de crédit renouvelable. En outre, la facilité de crédit renouvelable a augmenté de 35 millions $ US, et le produit a servi au remboursement d'une tranche de l'emprunt à terme B. Compte tenu de cette modification, les montants combinés empruntés en vertu de l'emprunt à terme A, de l'emprunt à terme B et de la facilité de crédit renouvelable n'ont pas changé. Toutes les autres modalités relatives aux clauses restrictives, aux taux d'intérêt et à l'échéance sont demeurées inchangées. Des frais de transaction de 0,4 million $ US ont été engagés dans le cadre de la modification.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS DU SECTEUR DE LA CÂBLODISTRIBUTION

	31 mai 2014	28 février 2014	30 novembre 2013	31 août 2013	31 mai 2013
Unités de service primaire[1]	**2 452 118**	**2 454 627**	**2 464 932**	2 467 657	2 481 017
CANADA	**1 956 444**	**1 962 077**	**1 975 502**	1 980 122	1 992 143
ÉTATS-UNIS	**495 674**	**492 550**	**489 430**	487 535	488 874
Clients du service de Télévision	**1 034 991**	**1 044 611**	**1 057 859**	1 066 952	1 079 285
CANADA	**807 831**	**815 852**	**827 649**	834 771	845 344
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**47,9 %**	**48,5 %**	**49,3 %**	49,9 %	50,7 %
ÉTATS-UNIS	**227 160**	**228 759**	**230 210**	232 181	233 941
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**43,8 %**	**44,2 %**	**44,5 %**	44,9 %	45,3 %
Clients du service d'Internet haute vitesse	**865 597**	**857 786**	**848 897**	838 445	837 348
CANADA	**676 802**	**672 981**	**668 257**	661 337	661 178
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**40,2 %**	**40,0 %**	**39,8 %**	39,5 %	39,7 %
ÉTATS-UNIS	**188 795**	**184 805**	**180 640**	177 108	176 170
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**36,4 %**	**35,7 %**	**34,9 %**	34,3 %	34,1 %
Clients du service de Téléphonie	**551 530**	**552 230**	**558 176**	562 260	564 384
CANADA	**471 811**	**473 244**	**479 596**	484 014	485 621
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**28,0 %**	**28,1 %**	**28,6 %**	28,9 %	29,1 %
ÉTATS-UNIS	**79 719**	**78 986**	**78 580**	78 246	78 763
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**15,4 %**	**15,3 %**	**15,2 %**	15,1 %	15,2 %

(1) Représente la somme des clients des services de Télévision, d'Internet haute vitesse (« IHV ») et de Téléphonie.